

RAPPORT ANNUEL 2015

CARE FRANCE



CARE FRANCE

71 rue Archereau 75019 Paris

Tél. : 01 53 19 89 89 - Fax : 01 53 19 89 90

E-mail : info-care@carefrance.org - www.carefrance.org

Rejoignez-nous sur [facebook](#) et [twitter](#)

Imprimé sur du papier issu des forêts gérées durablement (PEFC).



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL SUR LE RÉSEAU CARE

- 4-5 CARE, un réseau international
- 6-7 Notre mission
- 8-9 CARE est présent dans 95 pays

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015 DE CARE FRANCE

- 10-11 CARE France
- 12-13 Les actions de CARE France sur le terrain
- 14-15 Panorama des programmes 2015
- 16-17 Les femmes au cœur de nos programmes
- 18-21 Environnement et changement climatique
- 22-24 Urgences et réhabilitation
- 25 Zoom sur la crise syrienne
- 26-27 Développement économique
- 28-29 Droits des enfants et éducation
- 30-31 Eau et assainissement
- 32-33 Santé
- 34-35 Agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle
- 36-38 Gouvernance et bonnes pratiques
- 39-42 Rapport financier
- 43 Bilan
- 44-45 Compte d'emploi des ressources
- 46 Engagement du secteur privé
- 47 Sensibilisation du public
- 48-49 Ils nous soutiennent
- 50 Remerciements
- 51 Les équipes CARE sur le terrain

Photo en couverture : Manisha, 21 ans, a donné naissance à Nima peu de temps après le séisme qui a frappé le Népal en avril 2015. CARE lui a fourni notamment des couvertures et des vêtements © CARE

Deux femmes membres des associations de crédit et d'épargne villageoises mises en place par CARE en Côte d'Ivoire. © CARE / Cyril Le Tourneur d'Ison

ÉDITO

Chers Amis,

Il y a 70 ans, CARE était fondé: ses premiers colis d'aide humanitaire partaient des Etats-Unis à destination de l'Europe, dévastée par la guerre. Aujourd'hui encore, l'aide de CARE représente un soutien essentiel pour les populations victimes de conflits. Je pense notamment aux millions de Syriens qui ont trouvé refuge dans les pays voisins ou ont entrepris, au péril de leur vie, une longue marche vers l'Europe. Tout au long de l'année, CARE leur a apporté une aide humanitaire au Moyen-Orient, dans les Balkans, en Autriche ou en Allemagne.

Dans d'autres régions du monde, nous continuons de venir en aide aux milliers de personnes touchées par des épisodes climatiques extrêmes. Les sécheresses au Sahel ou encore les inondations en Asie dévastent les cultures et menacent la sécurité alimentaire des plus vulnérables.

Nous ne sommes pas tous égaux face au changement climatique. Celui-ci affecte les populations les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre. Il menace leurs droits humains fondamentaux, tels que l'accès à un habitat décent, à l'alimentation ou encore à l'eau potable.

En décembre à Paris, 195 pays se sont réunis lors de la Conférence des Nations unies sur le climat (COP21). Les équipes de CARE se sont mobilisées tout au long de l'année afin que l'accord négocié durant la COP soit à la hauteur des enjeux et donne aux plus vulnérables les moyens de s'adapter aux impacts du changement climatique.

La signature de l'accord de Paris a été un moment historique: pour la première fois, tous les pays - développés, émergents et en développement - se sont mis d'accord pour agir ensemble contre le changement climatique et limiter la hausse des

températures bien en deçà de 2°C. Cependant, des questions restent en suspens, comme les financements après 2025 ou la nécessaire révision à la hausse des promesses de réduction de gaz à effet de serre. En effet, même si ces engagements sont tenus, ils nous placent sur une trajectoire de réchauffement de 3°C qui aura des impacts dévastateurs pour les plus vulnérables. Pour que l'accord de Paris se concrétise, les Etats doivent donc agir dès maintenant. L'ensemble de la société civile, dont CARE, doit rester vigilante et poursuivre son travail de plaidoyer auprès des Etats.

Sur le terrain, CARE continuera d'être un acteur majeur dans la lutte contre l'injustice climatique grâce à ses programmes d'adaptation. Dans ce domaine, comme dans toutes les actions que nous menons, nous plaçons les femmes au cœur de nos programmes, car nous savons qu'elles sont porteuses de solutions durables.

Je remercie chaleureusement chacun de nos donateurs et tous les acteurs publics ou privés qui, cette année encore, nous ont fait confiance. Votre engagement à nos côtés nous permet de porter la voix des plus vulnérables et de poursuivre nos efforts dans la lutte contre la pauvreté.

Continuons ensemble à construire un futur meilleur.

Arielle de Rothschild



ARIELLE
DE ROTHSCHILD

Présidente
de CARE France
Vice-Présidente
de CARE
International



CARE, UN RÉSEAU INTERNATIONAL

Fondé en 1945, CARE vient en aide à plus de 72 millions de personnes chaque année à travers le monde. C'est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitiques et non confessionnels.

QUI CONSTITUE LE RÉSEAU CARE ?

CARE regroupe 14 associations nationales qui travaillent ensemble à la mise en place de plus de 1 000 projets d'urgence et de développement dans le monde chaque année.

Les pays membres sont l'Allemagne-Luxembourg, l'Autriche, l'Australie, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Inde, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, le Royaume-Uni et la Thaïlande. 72 bureaux terrain mettent en œuvre les projets soutenus par les membres.

COMMENT FONCTIONNE LE RÉSEAU CARE ?

Les membres apportent aux bureaux terrain expertise technique, financements, contrôle de gestion, ressources humaines si nécessaire et relais en termes de communication et de plaidoyer.

Un membre du réseau CARE est désigné comme «leader» pour chaque bureau local afin de coordonner l'ensemble des opérations dans ce pays. Ce rôle a été confié à CARE France pour le Cameroun, le Maroc et le Liban. En juillet 2016, CARE France reprendra la supervision des actions à Madagascar.

En Roumanie, CARE France travaille via un partenaire privilégié : la Fondation SERA ROMANIA.

LA STRATÉGIE DE CARE ÉVOLUE

Nous sommes face à un contexte en pleine évolution. La multiplication des crises (liés à des crises humanitaires ou des catastrophes naturelles) menace nos actions et les progrès réalisés en termes de développement et de respect des droits humains. Les inégalités de droits, de ressources et d'opportunités se creusent. Les femmes en sont les premières victimes.

Avec l'appui de nos partenaires locaux, nous aidons les populations les plus pauvres à devenir actrices du changement : nous les informons sur leurs droits et créons des espaces de dialogue avec les autorités locales. Pour favoriser un changement inclusif, nous menons des programmes et des actions de plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes

et agissons pour l'«empowerment» des femmes et des filles.

Fidèle à son identité d'acteur humanitaire, CARE continue à répondre aux situations d'urgence à travers le monde.

D'ici 2020, CARE se donne l'ambition d'apporter à 150 millions de personnes un changement durable. Pour cela :

- 20 millions de personnes recevront une aide humanitaire
- 100 millions de femmes et de filles exerceront leur droit en matière de santé sexuelle, reproductive et maternelle
- 50 millions de personnes vulnérables amélioreront leur sécurité alimentaire et leur résilience au changement climatique
- 30 millions de femmes auront un meilleur accès et un meilleur contrôle des ressources économiques.



1945

LA CRÉATION DE CARE

Alors que le monde sort de la Seconde Guerre mondiale, plus de 100 millions de colis comprenant nourriture, vêtements et médicaments sont envoyés par des citoyens américains et canadiens pour aider les populations en Europe et en Asie.

1949

LE PREMIER PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

Le lancement du premier programme de développement aux Philippines marque le début du double mandat de CARE : urgence et développement à long terme.

1974

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

CARE démarre son premier programme environnemental après une sévère sécheresse au Sahel.

1983

LA CRÉATION DE CARE FRANCE

Le 4 novembre 1983, CARE France est créée. Son objectif : réaliser des programmes en partenariat avec les populations les plus vulnérables pour un développement équitable et durable.

1990

LE RENFORCEMENT DE NOS ACTIONS EN SANTÉ

CARE démarre ses programmes de planning familial et de lutte contre le sida.

2003

CARE FRANCE S'ENGAGE EN ROUMANIE

CARE France vient en aide aux enfants abandonnés de Roumanie grâce à sa fusion avec l'association SERA (Solidarité Enfants Roumains Abandonnés). SERA a contribué à améliorer le destin de plus de 50 000 enfants abandonnés depuis sa création en 1990.

2013

CARE FRANCE FÊTE SES 30 ANS

Reconnue d'utilité publique depuis 2006, CARE France compte parmi les plus importantes associations françaises de solidarité internationale.

2015

LE RÉSEAU CARE FÊTE SES 70 ANS

CARE célèbre les 70 ans de l'arrivée de ses premiers colis d'aide dans le port du Havre en mai 1946. En 2015, le réseau CARE est présent dans 95 pays sur tous les continents.

NOTRE MISSION

97%
des 12 000
employés
de CARE sont
originaires
des pays
dans lesquels
le réseau
s'engage.

CARE est un réseau humanitaire international reconnu pour son professionnalisme et la portée de ses interventions sur le terrain et en plaidoyer.

UN OBJECTIF : EN FINIR AVEC L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Le réseau humanitaire CARE s'attaque aux causes profondes de la pauvreté en menant des programmes d'éducation, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable, de santé, d'activités génératrices de revenus...

L'approche holistique de CARE se base sur l'interdépendance des causes de l'extrême pauvreté. Par exemple, nous ne pouvons pas améliorer la santé des communautés rurales sans intervenir sur les pratiques agricoles. Car, la faim et la malnutrition ont un impact direct et désastreux sur la santé. Il nous faut aussi soutenir la productivité agricole locale en prenant en compte les conséquences du changement climatique telles que la raréfaction des ressources en eau.

Nos actions s'inscrivent dans une démarche de développement durable et de bonne gouvernance par la mise en place de solutions locales. Elles défendent le respect des droits humains et la justice sociale, économique et environnementale, aussi bien lors de réponses d'urgence que dans la mise en place de programmes de développement.

Les femmes sont au cœur de nos actions

Il est généralement admis, dans le secteur humanitaire, que tous nos programmes doivent a minima prendre en compte les besoins spécifiques des femmes. CARE va plus loin en s'engageant en faveur du respect des droits des femmes.

Les femmes ne cessent de démontrer leur force, leur bon sens et leur courage dans des contextes difficiles. Nous sommes convaincus que l'égalité des genres est un élément clé pour éradiquer l'injustice et la pauvreté.

NOS MOYENS D'ACTION

L'implication des communautés locales

Les actions de CARE se basent sur la participation des communautés locales (autorités, société civile, secteur privé). Ce sont leurs initiatives, nous ne faisons que les soutenir. Leur implication dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes est primordiale pour en assurer la pérennité.

Des équipes locales

CARE s'appuie sur des équipes locales et qualifiées. Cela nous permet notamment de mieux comprendre l'environnement politique, social, économique et naturel des pays où nous intervenons. Ainsi, 97% des 12 000 employés de CARE sont originaires des pays dans lesquels l'association s'engage.

DES PARTENARIATS LOCAUX

CARE travaille également avec des associations locales afin d'assurer la pérennité des projets tout en renforçant et valorisant les compétences locales.

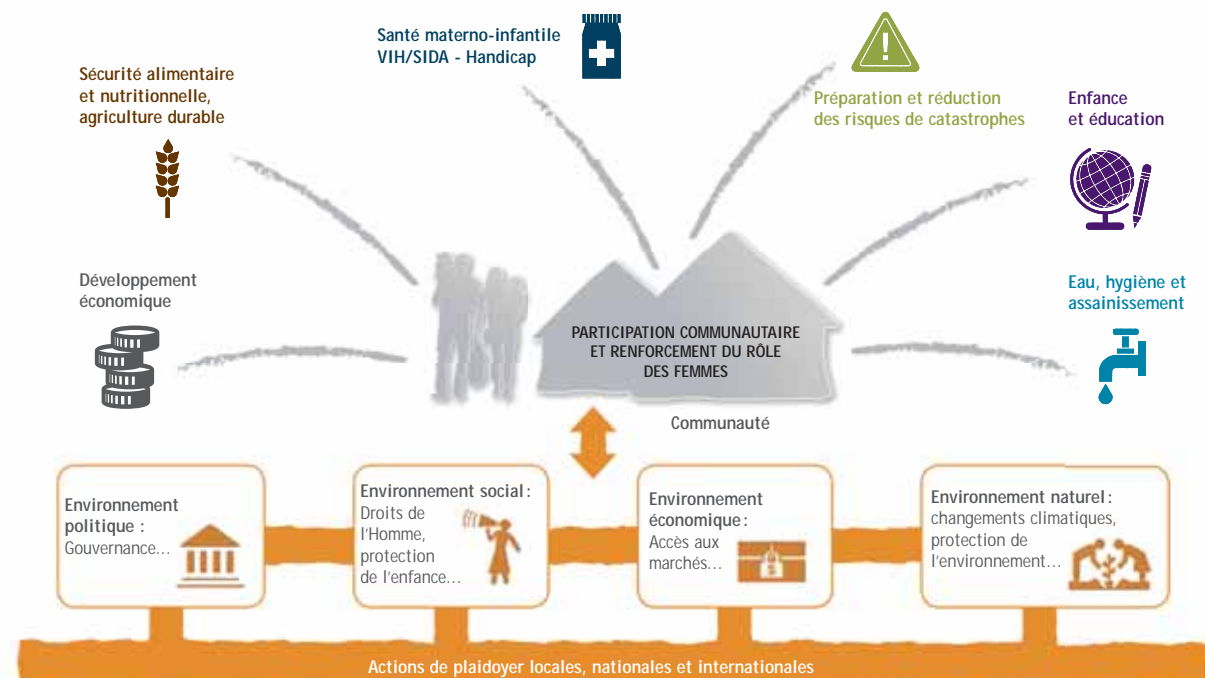
« Nous luttons avec CARE contre les violences faites aux femmes au Bénin. Nous avons mis en place des formations ainsi que des campagnes d'information et de plaidoyer pour accroître le niveau de connaissance et de prise de conscience des populations. CARE nous a fourni un appui technique et institutionnel (matériels informatiques, matériels de formation, véhicule). Cela nous a permis de renforcer nos actions et de nous positionner parmi les organisations reconnues au Bénin. »

L'association des Femmes Juristes du Bénin

« Nous travaillons avec CARE pour renforcer la résilience des communautés vulnérables au changement climatique. La force principale de ce partenariat est l'esprit de collaboration entre nos associations en vue d'atteindre un objectif conjoint. »

L'association Eco-Social Development Organization (ESDO) au Bangladesh

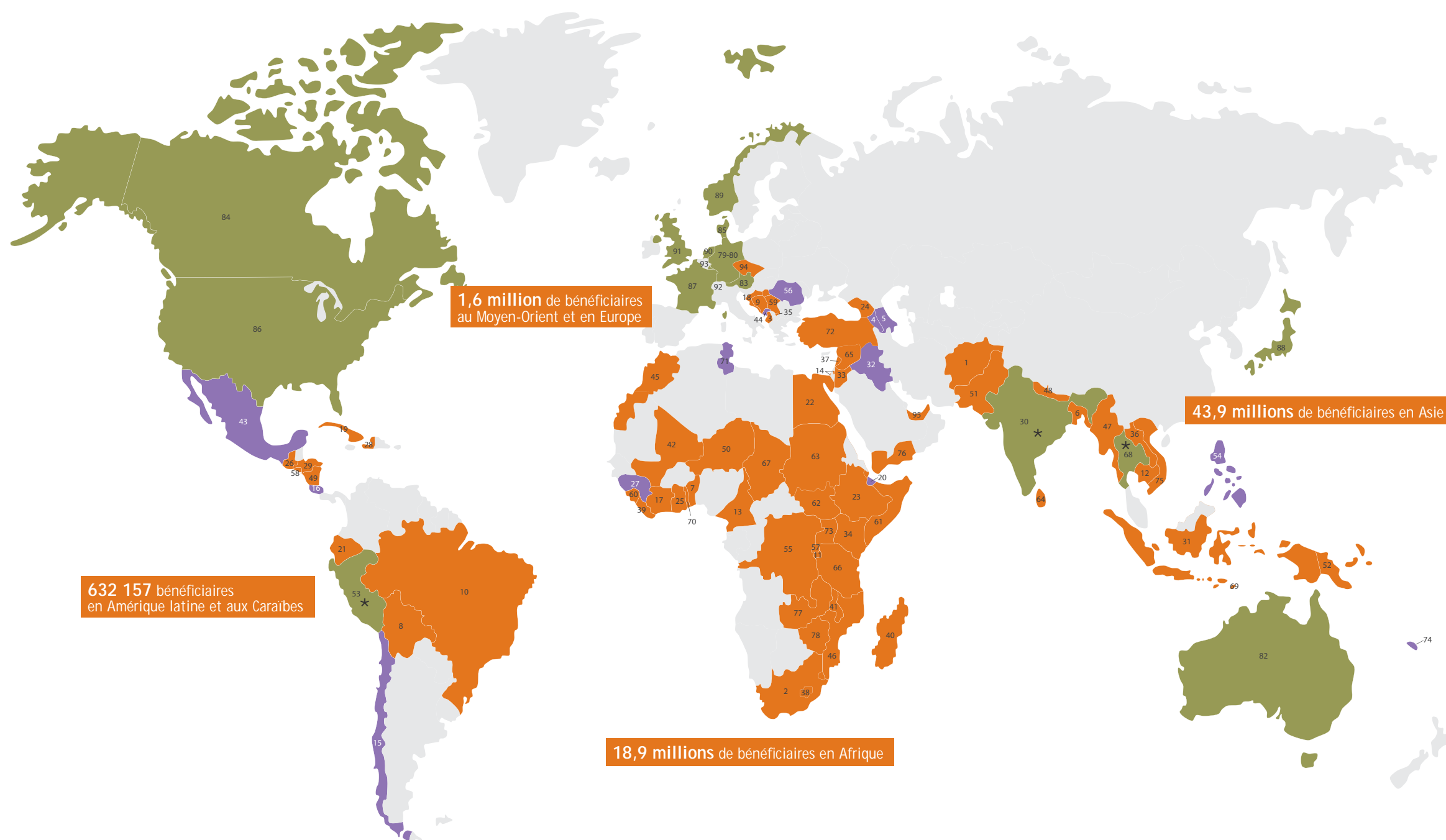
UNE APPROCHE GLOBALE : L'ACCÈS AUX DROITS ÉLÉMENTAIRES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



CARE EST PRÉSENT DANS 95 PAYS

L'impact du réseau CARE | 65 millions de bénéficiaires

| 890 projets | 95 pays | 70 ans d'expérience



- Membres du réseau CARE
- Pays d'intervention via un bureau CARE
- Pays d'intervention via un partenaire ou présence limitée

PAYS D'INTERVENTION :

Pays d'intervention de CARE France :

- | | |
|-------------------------|-------------------|
| 1. Afghanistan | 42. Mali |
| 2. Afrique du Sud | 43. Mexique* |
| 3. Albanie | 44. Monténégro* |
| 4. Arménie* | 45. Maroc |
| 5. Azerbaïdjan* | 46. Mozambique |
| 6. Bangladesh | 47. Myanmar |
| 7. Bénin | 48. Népal |
| 8. Bolivie | 49. Nicaragua |
| 9. Bosnie-Herzégovine | 50. Niger |
| 10. Brésil | 51. Pakistan |
| 11. Burundi | 52. Papouasie |
| 12. Cambodge | 53. Pérou** |
| 13. Cameroun | 54. Philippines |
| 14. Cisjordanie et Gaza | 55. République |
| 15. Chili* | 56. Roumanie* |
| 16. Costa Rica* | 57. Rwanda |
| 17. Côte d'Ivoire | 58. Salvador |
| 18. Croatie* | 59. Serbie |
| 19. Cuba | 60. Sierra Leone |
| 20. Djibouti* | 61. Somalie |
| 21. Equateur | 62. Soudan du Sud |
| 22. Egypte | 63. Soudan |
| 23. Ethiopie | 64. Sri Lanka |
| 24. Géorgie | 65. Syrie* |
| 25. Ghana | 66. Tanzanie |
| 26. Guatemala | 67. Tchad |
| 27. Guinée* | 68. Thaïlande** |
| 28. Haïti | 69. Timor-Leste |
| 29. Honduras | 70. Togo* |
| 30. Inde** | 71. Tunisie* |
| 31. Indonésie | 72. Turquie |
| 32. Irak* | 73. Ouganda |
| 33. Jordanie | 74. Vanuatu |
| 34. Kenya | 75. Vietnam |
| 35. Kosovo | 76. Yémen |
| 36. Laos | 77. Zambie |
| 37. Liban | 78. Zimbabwe |
| 38. Lesotho | |
| 39. Liberia* | |
| 40. Madagascar | |
| 41. Malawi | |

MEMBRES DU RÉSEAU CARE :

- | | |
|-----------------------------|-----------------|
| 79-80. Allemagne-Luxembourg | 88. Japon |
| 82. Australie | 89. Norvège |
| 83. Autriche | 90. Pays-Bas |
| 84. Canada | -- Pérou** |
| 85. Danemark | 91. Royaume-Uni |
| 86. États-Unis | -- Thaïlande** |
| 87. France | |
| -- Inde** | |

SECRÉTARIATS CARE INTERNATIONAL :

- 92. Genève, Suisse
- 93. Bruxelles, Belgique
- New-York, États-Unis

ANTENNES :

- Belgique
- 94. République tchèque
- 95. Emirats Arabes Unis

* Pays d'intervention via un partenaire ou présence limitée

** La Thaïlande, le Pérou et l'Inde sont à la fois membres de CARE International et des pays où CARE met en œuvre des programmes.

Les chiffres concernant le nombre de bénéficiaires, de projets et de pays sont ceux de l'exercice couvrant la période du 01/07/2014 au 30/06/2015.

Chers amis,

Lors de l'assemblée générale des Nations unies, les chefs d'Etat ont adopté de nouveaux objectifs de développement durable, faisant ainsi de 2015 une année clé pour le développement international. Le net recul de l'extrême-pauvreté depuis le début du XXI^{ème} siècle est encourageant mais trop de personnes restent encore en marge : 836 millions de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 dollar par jour.

En adoptant ce nouveau programme, les Etats ont pris l'engagement ambitieux de mettre fin aux inégalités les plus criantes face à l'extrême pauvreté et de proposer un modèle de développement à la fois inclusif et durable. Or, sans un engagement financier fort et adapté de la communauté internationale, il sera impossible de concrétiser ces objectifs.

CARE France mène des actions de plaidoyer en faveur d'une aide publique au développement plus ambitieuse. Selon les amendements apportés à la loi de finance française de 2016, le budget de l'aide publique au développement, qui sera voté fin décembre 2015, pourrait augmenter pour la première fois depuis 2011. Dans la continuité de ces efforts, la France doit respecter ses engagements internationaux en consacrant 0,7% de son revenu national brut à l'aide au développement (contre 0,36% en 2014).

Enfin, aucune stratégie de développement ne saurait aboutir sans prendre en compte les effets du changement climatique, terrible injustice sociale qui menace les moyens de subsistance de milliards de personnes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CARE FRANCE

à l'issue de l'Assemblée Générale du 15 décembre 2015

MEMBRES DU BUREAU



Arielle de Rothschild au Bénin ©CARE



Cristian Tabacaru en Roumanie ©CARE

Arielle DE ROTHSCHILD, PRÉSIDENTE

Gérante chez Rothschild & Cie et responsable du département Marchés Emergents. Vice-présidente de CARE International. 3^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2017

Cristian TABACARU, TRÉSORIER

Médecin, spécialiste en santé publique. Manager de pays, Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB). 3^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2019

Alexandre VILGRAIN, VICE PRÉSIDENT

Président-Directeur général de SOMDIAA. 2^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2016

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIE, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Avocate associée - Cabinet Jeantet. 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2017

ADMINISTRATEURS

Patrick de CAROLIS

Journaliste. Ancien Président de France Télévisions et administrateur de l'Agence France Presse (AFP). 3^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2017

Marion GUILLOU

Présidente d'Agreenium institut (institut agronomique, vétérinaire et forestier). 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2019

Cyrielle CLAIR

Actrice et comédienne. Marraine de CARE France. 3^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2016

Michèle RAMNICEANU

Ancienne Présidente de l'Amicale des Anciens et Sympathisants de l'Œuvre de Secours aux Enfants. 3^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2018

Bernard de LA VILLARDIERE

Journaliste, animateur de télévision et radio. Ancien président d'ONG. 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2019

Arthur SADOUN

Président de Publicis France. 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2016

Morgane MIEL

Grand reporter chez Madame Figaro. 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2018

Sidney TOLEDANO

Président Directeur Général de Christian Dior Couture. 2^{ème} mandat en cours - Fin du mandat : 2017

Sandrine FEJOZ PERILLI

Directrice générale d'entreprises de l'ESS à Monaco. 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2019

Sophie VERNAY

Présidente de la société de conseil «Génération mixité». Présidente du Cercle des praticiens RH de la Finance. 1^{er} mandat en cours - Fin du mandat : 2017



Distribution de semences au Soudan du Sud. © CARE / Josh Estey

LES ACTIONS DE CARE FRANCE SUR LE TERRAIN

En 2015,
CARE France
a mené
86 projets
dans
33 pays

Les activités programmatiques de CARE France se sont stabilisées à 23,8 millions d'euros (M€) en 2015 après une année de forte croissance en 2014 (+60% par rapport à 2013).

Le poids des urgences est identique à 2014 (38% du portefeuille programmatique), reflétant la conjoncture d'un monde qui fait face à de multiples crises :

- **Politiques** : crise syrienne et notamment consolidation de la mission au Liban pour les réfugiés syriens et les populations hôtes libanaises (20%), aide aux réfugiés centrafricains et nigériens au Cameroun (8%)
- **Climatiques** : sécurité alimentaire au Tchad (7%), soutien aux victimes des typhons Haiyan aux Philippines et Pam au Vanuatu (2%)

Deux secteurs sont marqués par des baisses importantes :

- **Réhabilitation post-urgence** (-40%). Cela est dû au ralentissement des grands projets de reconstruction d'infrastructures suite au séisme de 2004 en Haïti. Nos programmes en Haïti représentent désormais 9% du portefeuille global (15% en 2014).
- **Protection et droits des enfants** (-23%). Nos projets d'accès à l'éducation en Amérique Centrale et du Sud, au Mali, Bénin et Bangladesh se sont achevés. En revanche, nos activités en Roumanie se maintiennent.

Cela est compensé par l'augmentation des programmes suivants :

- **Santé** (+68%). Au Cameroun, nos programmes de prévention à base communautaire du VIH se sont développés au niveau national. Le Cameroun représente 22% de notre portefeuille d'activités en 2015 contre 8% en 2014 ;
- **Eau et assainissement** (+27%), notamment avec le lancement d'un programme d'assainissement urbain à Madagascar ;
- **Sécurité alimentaire et résilience des populations vulnérables** - notamment les femmes et les filles - au changement climatique (+20%). Nous menons des programmes en Asie (Inde, Thaïlande, Bangladesh), en Afrique (Niger, Madagascar, Cameroun, Tanzanie) et en Amérique (Haïti, Cuba, Bolivie, Pérou, Equateur, Honduras, Brésil). Les programmes liés au changement climatique ont aussi intégré des activités de plaidoyer, de mobilisation du grand public et de formation des acteurs du développement en France.



Les équipes de CARE ont apporté une aide d'urgence aux réfugiés arrivant dans les Balkans. © Lucy Beck / CARE

ALEXANDRE MOREL, DIRECTEUR DES PROGRAMMES DE CARE FRANCE

Les temps forts de l'année

- Nous avons renforcé les capacités de notre bureau au Cameroun afin d'accompagner le passage à l'échelle nationale de nos programmes de prévention et prise en charge du VIH. L'objectif de ce projet est notamment de renforcer la disponibilité d'une information stratégique et son utilisation pour une meilleure coordination et gestion de la réponse nationale.
- Face à l'urgence du changement climatique, l'ensemble des équipes de CARE France ont été mobilisées : prise en compte du changement climatique dans l'ensemble de nos projets avec le lancement d'un marqueur dédié, actions de plaidoyer (participation aux sessions de négociations internationales, visite de parlementaires français sur le terrain), mobilisation citoyenne (projet de street art « le climat au pied du mur », sensibilisation dans des écoles), interpellation dans les médias.

Les inquiétudes

- Le conflit syrien est à l'origine de la plus grande crise humanitaire mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette année, 13,5 millions de personnes avaient besoin d'une assistance humanitaire à l'intérieur de la Syrie, plus de 4 millions de Syriens sont réfugiés dans les pays voisins et 800 000 sont arrivées en Europe. Les besoins sont en constante augmentation alors que les financements sont insuffisants. Les capacités de résilience des populations s'épuisent. L'accès aux populations vulnérables se réduit en Syrie.

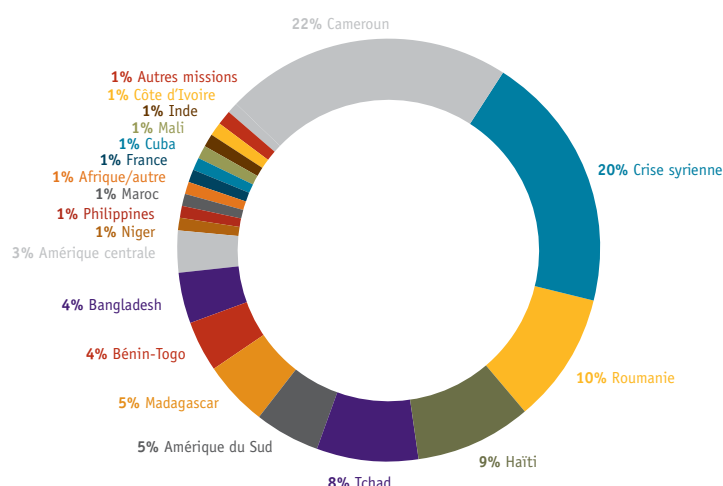
Les atteintes aux droits humains sont courantes et il n'y a aucune solution politique durable du conflit à l'horizon.

- Le phénomène El Nino de 2015-2016 devrait être l'un des plus sévères de l'histoire. Ce phénomène climatique menace l'accès à l'eau et à la nourriture de dizaines de millions de personnes en Afrique, Asie du Sud Est, Amérique Latine et dans le Pacifique. Nous sommes particulièrement inquiets de la situation des femmes et des filles qui sont touchées de manière disproportionnée par les catastrophes naturelles.

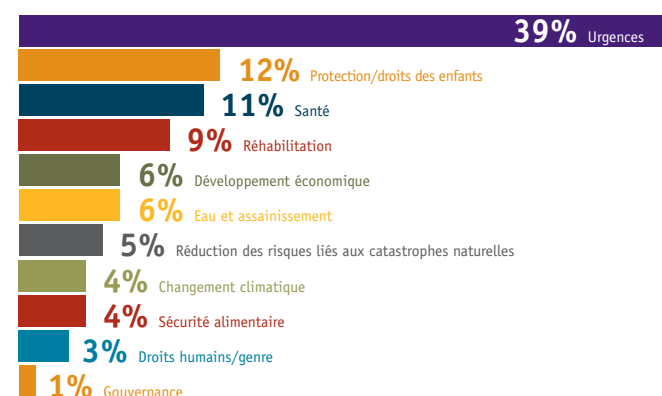
Les priorités pour l'année prochaine

- CARE France se prépare à reprendre la responsabilité opérationnelle du bureau à Madagascar à partir du 1^{er} juillet 2016. Madagascar est l'un des pays les plus pauvres au monde : 9 Malgaches sur 10 vivent avec moins de 2 dollars par jour. CARE mène des projets de renforcement de la sécurité alimentaire et de développement économique. L'île est aussi fortement affectée par les impacts du changement climatique. Le nombre de cyclones de catégorie 4-5 a ainsi triplé depuis les années 70. Nos équipes mènent des programmes de réduction des risques liés aux catastrophes naturelles.
- CARE France va soutenir la création d'entreprises sociales en se basant sur certains de nos projets qui ont un impact social et économique. Le social business sera un nouveau mode d'intervention visant à renforcer la durabilité et l'ampleur de nos actions. L'objectif est d'assurer la viabilité économique de ces projets et de faire des populations vulnérables les acteurs de leur développement.

RÉPARTITION DU BUDGET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE























































































RÉPARTITION DU BUDGET PAR SECTEUR D'INTERVENTION



PANORAMA DES PROGRAMMES 2015

(1^{ER} JUILLET 2014 - 30 JUIN 2015)

<div><div> URGENCES</div><div> REHABILITATION</div><div> RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES</div><div> CHANGEMENT CLIMATIQUE</div><div> EAU ET ASSAINISSEMENT</div><div> SÉCURITÉ ALIMENTAIRE</div><div> DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - RSE</div><div> SANTÉ</div><div> ÉDUCATION</div><div> PROTECTION ET DROITS HUMAINS - ENFANTS</div><div> PROTECTION ET DROITS HUMAINS - FEMMES</div></div>																								
	DOMAINES D'INTERVENTION											ORIGINE DES FINANCEMENTS											CHARGES EXERCICE 2014/2015	
AFRIQUE																								10 111 766 €
Bénin / Togo													CFAO, ECHO, Etincelle, EuropeAid, Fondation Sanofi Espoir, Fondation Société Générale pour la solidarité, Mairie de Paris, Rotary Club Clamart, dons de particuliers										971 166 €	
Cameroun														Banque Mondiale, Cartier Charitable Foundation, EuropeAid, Fondation Société Générale pour la solidarité, Fond Mondial, Fonds U&D BNPP, Fond d'urgence de CARE International, Mairie de Paris, UNHCR, USAID, dons de particuliers										5 315 469 €
Côte d'Ivoire														EuropeAid										132 435 €
Madagascar													AFD, AXA, DIPECHO, EuropeAid, Lyreco, dons de particuliers										1 158 790 €	
Mali														ECHO, dons de particuliers										166 280 €
Niger													AFD, CFAO, ECHO, Fonds U&D BNPP, dons de particuliers										345 494 €	
Tchad													Azzedine Alaïa, ECHO, EuropeAid,										1 783 062 €	
Afrique / autre													AXA, dons de particuliers										239 071 €	
EUROPE																								2 545 609 €
Balkans													Bouygues Bâtiment, Fonds U&D BNPP										25 056 €	
France													AXA, Gates Foundation, Dons de particuliers										214 214 €	
Roumanie													Fondation Abbé Pierre, Fondation Marie-Jacqueline Dian-B, Fondation Obélisque, dons de particuliers										2 306 339 €	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																								4 325 736 €
Cuba													ECHO, EuropeAid, DIPECHO, dons de particuliers										172 036 €	
Haïti													AFD, Cartier Charitable Foundation, Conseil général de Seine Maritime, Cordaid, ECHO, EuropeAid, dons de particuliers										2 178 068 €	
Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Guatemala, Salvador)													AXA, DIPECHO, ECHO, EuropeAid, gouvernement de Taiwan, dons de particuliers										726 641 €	
Amérique du Sud (Brésil, Bolivie, Equateur, Pérou)													AXA, Cartier Charitable Foundation, EuropeAid, Fondation SEB, Fondation Société Générale pour la solidarité, dons de particuliers										1 248 991 €	
ASIE																								1 439 798 €
Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie, Thaïlande, Vietnam)													AXA, Fondation Chanel										97 460 €	
Bangladesh													AXA, Cartier Charitable Foundation, EuropeAid, Fondation Albert II, Galeries Lafayette										841 664 €	
Inde													AXA, Fonds U&D BNP										155 845 €	
Philippines													AXA, Bouygues Bâtiments international, Bouygues Construction, Centre de crise du ministère français des Affaires étrangères, Christian Dior Couture, Fondation Bettencourt, Fondation Société Générale pour la solidarité, Fonds U&D BNPP, dons de particuliers										344 829 €	
MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																								4 984 513 €
Crise syrienne (Jordanie, Liban)													Centre de crise du ministère français des Affaires étrangères, DFATD, DFID, ECHO, Fonds Suez environnement initiatives, Fond d'urgence de CARE International, Fonds U&D BNPP, Mairie de Paris, dons de particuliers										4 743 686 €	
Maroc													Fondation Société Générale pour la solidarité, dons de particuliers										240 827 €	
AUTRES MISSIONS													AXA, dons de particuliers										352 697 €	
TOTAL																								23 760 119 €

LES FEMMES AU CŒUR DE NOS PROGRAMMES

L'égalité des sexes est un droit humain fondamental, bien loin d'être acquis.

C'est pourtant un facteur essentiel dans la lutte contre la pauvreté.

LES ENJEUX

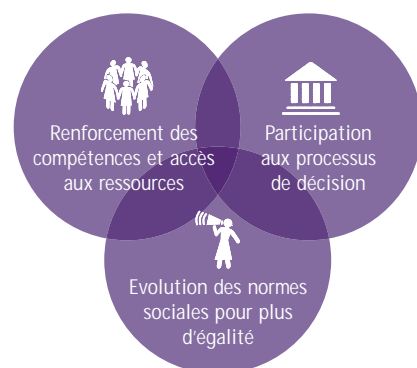
Sur tous les continents, les droits des femmes sont souvent bafoués et leurs opportunités limitées.

Les femmes sont un maillon essentiel du développement. Les sociétés ne peuvent prospérer durablement quand la moitié de leur population n'a pas accès aux ressources économiques et sociales.

LES SOLUTIONS

L'«empowerment» des femmes

Les programmes de CARE soutiennent l'«empowerment» des femmes. Ce terme comprend :



L'implication de l'ensemble de la société

Les hommes eux aussi sont enfermés dans un cadre rigide de comportements. CARE prend volontairement le contre-pied des représentations patriarcales en impliquant les hommes et les garçons en tant que partenaires égaux des femmes et des filles.

NOS ACTIONS DE PLAIDOYER

En 2015, CARE France a mené un important travail de plaidoyer auprès des acteurs politiques français et internationaux pour la prise en compte de l'égalité de genre dans les négociations climatiques. Nos équipes ont co-animé le groupe de travail « Genre et Climat » de la plateforme Genre et Développement du Ministère des Affaires étrangères. Nous avons activement contribué à l'initiative « Les Femmes, actrices de la lutte contre le dérèglement climatique » portée par le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que les délégations aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

À l'international, CARE France a présenté le rapport « Tackling the Double Injustice of Climate Change and Gender Inequality » en marge de la 59^{ème} session de la Commission des Nations unies sur la Condition de la Femme à New York et devant la Commission européenne à Bruxelles.

¹ Banque mondiale, 2013



En Equateur, CARE favorise l'inclusion des femmes grâce à la promotion de la culture © CARE

BÉNIN/ TOGO

Promotion des droits des femmes à l'accès à la terre

Durée du projet : juin 2011 à mai 2016

Bénéficiaires : 1 188 833 personnes

Au Bénin, les pratiques patriarcales, la méconnaissance des textes juridiques, les discriminations à l'encontre des femmes bloquent leur accès à la terre.

CARE a traduit et diffusé les lois sur la propriété foncière en langues locales. 140 femmes et 2 100 leaders communautaires ont été également formés au droit foncier. Pour renforcer leur autonomie, 2 500 femmes, membres d'associations villageoises d'épargne et de crédit, ont été informées de leurs droits. CARE renforce également l'influence des acteurs non-étatiques (ONG, entreprises privées, etc.) spécialisés sur cette problématique. Nos équipes assistent juridiquement une centaine de femmes victimes d'expropriations illégales.

EQUATEUR

Promotion de la culture, vecteur de démocratie et de croissance économique

Durée du projet : février 2014 à janvier 2017

Bénéficiaires : 4 890 personnes indigènes et 3 260 personnes d'ascendance africaine.

En Equateur, les populations indigènes (communautés Awá, Kichwas de la sierra, Kichwas amazónicos) et d'ascendance africaine sont victimes d'exclusion culturelle et économique. Cela renforce les inégalités de genre et affecte la sécurité alimentaire et les droits humains de ces communautés.

En concertation avec les acteurs culturels de chaque groupe ethnique, les équipes de CARE favorisent la revalorisation et la diffusion des acquis culturels par le théâtre, la peinture ou encore la poésie. Ce programme vise également à surmonter les conflits ethniques et de genre en formant les jeunes à la diversité, au respect des droits humains et au dialogue interethnique dans une approche interculturelle et intergénérationnelle.

CARE donne aux communautés les moyens d'analyser les risques, de comprendre les

conséquences des dérèglements climatiques et d'adopter des approches efficaces d'adaptation.

LES ENJEUX

Le nombre de catastrophes naturelles a doublé ces 20 dernières années, notamment du fait des impacts du changement climatique. Certains changements plus lents sont aussi en route (sécheresses, fonte des glaciers).

10% de la population mondiale habite désormais dans une zone menacée par la montée des eaux¹.

Ces changements entraîneront une baisse des rendements agricoles (2% par décennie en moyenne au cours de ce siècle) alors même que la demande mondiale va augmenter (14% par décennie jusqu'en 2050)².

LES SOLUTIONS

Accès à l'information climatique

CARE travaille avec les communautés pour qu'elles aient accès aux prévisions climatiques afin de bâtir leur stratégie d'adaptation.

Gérer les ressources naturelles de manière équitable et durable

Les moyens d'existence des populations dépendent de leur environnement. CARE les aide à développer des stratégies de résilience se basant sur leurs connaissances traditionnelles et respectueuses des ressources naturelles. Cela passe par :

- la promotion de pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques (agro-foresterie, agro-écologie) ;
- l'amélioration de l'accès équitable et du contrôle des ressources.

Réduire les risques liés aux catastrophes naturelles

CARE contribue à la construction de bâtiments plus robustes, à la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de plans d'évacuation, à l'installation d'équipements techniques et à la publication d'informations dans les médias locaux.

Un euro investi dans l'adaptation permet une économie de 4 euros pour les communautés en cas de choc³.

ZOOM SUR LES FEMMES

Dans les pays en développement, seuls **10 à 20% des titres fonciers sont détenus par des femmes**, pesant ainsi sur leurs capacités à investir dans des techniques résilientes face au changement climatique⁴.

**10
20%**
TITRES
FONCIERS

Sources : ¹5^e Rapport du GIEC - ²5^e Rapport du GIEC - ³Rapport de CARE au Niger - ⁴FAO et CCAFS, 2013



Au Pérou, CARE favorise la mise en place de pratiques agricoles durables et adaptées aux systèmes de production des hauts plateaux andins
© Ana Castañeda Cano; /CARE

PLAIDOYER

2015 a été une année charnière : en décembre à Paris s'est tenue la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP21). CARE France a participé aux sessions de négociations afin de porter la voix des plus vulnérables et soutenir un accord international ambitieux et équitable. CARE a plaidé pour un accord qui :

- limite le réchauffement climatique à +1,5°C d'ici 2020, en réduisant de manière drastique les émissions liées aux énergies fossiles et en accélérant la transition vers les énergies renouvelables.
- renforce les capacités d'adaptation des personnes les plus vulnérables et les aide à faire face aux pertes et dommages inévitables.
- assure la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables.
- augmente les financements pour renforcer la résilience des personnes vulnérables.
- garantit que les actions de lutte contre le changement climatique respectent l'égalité de genre et les droits humains.

CARE France a porté ces messages auprès des pouvoirs publics

En mai 2015, CARE a signé un appel demandant la prise en compte des problématiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les négociations. En septembre 2015, CARE France a co-signé une lettre ouverte alertant les États sur les conséquences humanitaires du changement climatique.

CARE France a encouragé les ONG à intégrer le climat dans leurs pratiques

En tant que membre de la Commission Climat de Coordination Sud, nous avons assuré des formations et contribué à la rédaction de plusieurs publications sur les systèmes d'alerte précoce, l'information climatique, les financements climat, ainsi que les pratiques agro-écologiques en Afrique.

CARE a sensibilisé les décideurs politiques

En septembre 2015, lors d'une visite d'étude à Madagascar, quatre parlementaires français ont découvert les solutions apportées par la société civile pour faire face aux impacts du changement climatique. Suite à cette visite, les parlementaires ont plaidé en faveur d'une aide publique au développement plus ambitieuse devant le Parlement et dans une tribune publiée dans le journal Le Monde.

« WHERE THE RAIN FALLS »

CARE aide les populations vulnérables à s'adapter aux effets du changement climatique.

Une étude pour comprendre les impacts du changement climatique

En 2011 et 2012, CARE a mené une étude, en partenariat avec l'Université des Nations unies et avec le soutien d'AXA, sur le lien entre la variation des pluies, la sécurité alimentaire et les migrations dans huit pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Les résultats ont montré que les populations les plus vulnérables sont prises au piège du changement climatique.

Des programmes d'adaptation à destination des populations vulnérables

En 2013, CARE a développé des projets d'adaptation en Inde, en Thaïlande, au Pérou et en Tanzanie. Des ateliers participatifs ont permis à 42 communautés d'identifier les principaux risques climatiques et de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation. Au total, CARE a aidé 56 500 personnes à renforcer la résilience de leurs moyens de subsistance.

CARE est intervenu sur 4 axes :

- Une gestion durable et équitable des ressources en eau : construction d'infrastructures de stockage et d'acheminement, gestion communautaire des ressources ;
- Une agriculture résiliente, productive et respectueuse de l'environnement : formation à des techniques agro-écologiques ou réintroduction de semences traditionnelles plus résistantes ;
- L'autonomisation des femmes et l'équité de genre : renforcement de la capacité de leadership des femmes, création de groupes d'épargne et de crédit ;
- Un renforcement des structures communautaires : formation juridique et technique de comités villageois, mise en relation avec les autorités locales.

Les agriculteurs ont pu augmenter leurs rendements (entre +50% et +200%). Au Pérou, 78% des bénéficiaires estiment être moins vulnérables face aux impacts du changement climatique.

Des résultats durables

Le projet « Where The Rain Falls » se poursuit en Inde et en Thaïlande jusqu'à la fin de 2016. En Tanzanie et au Pérou, les équipes de CARE continuent leur travail pour consolider les résultats obtenus.

En Inde, CARE accompagne les populations vulnérables dans leur adaptation au changement climatique, notamment par la mise en place de nouvelles pratiques agricoles © Tanvi Mishra / CARE



HONDURAS, NICARAGUA, SALVADOR ET GUATEMALA

Réduction des risques liés aux sécheresses

Durée du projet : janvier 2015 à décembre 2015

Bénéficiaires : 3 348 personnes

La zone transfrontalière entre le Honduras, le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala est appelée le « Corridor Sec ». En 2014, la région a reçu deux fois moins de précipitations qu'à l'habitude.

CARE améliore la capacité d'adaptation des populations afin de faire face aux épisodes de sécheresse récurrents. En 2013-2014, CARE a soutenu la mise en place de plans de gestion des risques de catastrophes au niveau municipal, régional et national. Cela a permis la création de systèmes d'alerte précoce sur la sécurité nutritionnelle. Le programme actuel vise à institutionnaliser ces pratiques de gestion des risques afin de permettre leur mise en œuvre efficace par les communautés et les autorités locales.

NIGER

Adaptation des pratiques agricoles

Durée du projet : janvier 2014 à janvier 2017

Bénéficiaires : 17 500 personnes dont les membres de 60 AVEC

Le Niger connaît une variabilité accrue des précipitations et des températures. Ces dérèglements conduisent à une forte réduction des rendements agricoles et aggravent la situation d'insécurité alimentaire déjà sévère dans le pays.

CARE appuie les communautés les plus vulnérables de la région de Maradi pour développer des stratégies d'adaptation au changement climatique. Les autorités ont été formées afin d'intégrer la réduction des risques de catastrophes dans les plans de développement locaux. Les membres d'associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC), créées par CARE, ont ensuite adapté leurs activités halieutiques et agro-sylvo-pastorales. Des semences traditionnelles plus résistantes et plus nutritives sont utilisées. Des pratiques agro écologiques, comme le principe de rotation culturale, permettent de restaurer les sols.

URGENCES ET RÉHABILITATION

CARE répond aux besoins urgents des populations

tout en développant des solutions de long terme.

LES ENJEUX

Dans le monde, des millions de personnes voient chaque année leur vie soudainement bouleversée par des conflits ou des catastrophes naturelles. En 2014, 59,5 millions de personnes ont dû quitter leur maison, dont 19,5 millions ont trouvé refuge dans un pays étranger.

La plupart de ces personnes sont obligées de vivre dans des abris de fortune insalubres où le risque de maladie et d'épidémie est élevé. Le manque d'eau potable et de nourriture menace également leur survie.

LES SOLUTIONS

L'action de CARE se décline en 3 temps :

Préparer

Dans sa stratégie, CARE prend en compte l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles sous l'effet du changement climatique. CARE mène des programmes de réduction des risques de catastrophes et des plans de préparation à l'urgence dans les situations à risque de conflit. Une bonne préparation peut sauver des vies et permettre une reconstruction plus rapide.

Répondre

Pour plus de réactivité, CARE dispose de réserves budgétaires allouées spécifiquement aux urgences. S'appuyant sur des équipes déjà présentes sur le terrain, CARE peut dépêcher des experts internationaux en renfort. En coordination avec les autres acteurs humanitaires, CARE apporte l'aide adaptée aux besoins des populations : santé, abris, distribution de biens alimentaires...

Reconstruire

Les conséquences des crises s'inscrivent sur le long terme. CARE apporte un soutien psychosocial et soutient la reconstruction dans les domaines de l'habitat, l'éducation, la santé, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles.

ZOOM SUR LES FEMMES

Les femmes sont un moteur indispensable de la reconstruction : elles investissent jusqu'à 90% de leur revenus pour leur famille.

90%
REVENUS FEMME

Après les séismes qui ont frappé le Népal en avril 2015, CARE a apporté une aide d'urgence à 130 000 personnes dans les zones les plus sinistrées. © CARE



PLAIDOYER

Dans le cadre de conflits ou de crises, nous mettons l'accent sur la neutralité et l'impartialité de l'aide humanitaire. Nous apportons un témoignage direct de la situation et des besoins des populations affectées auprès des décideurs français et européens.

Crise syrienne

Face à la gravité et la longévité de la crise, nous demandons aux décideurs politiques :

- Un soutien accru, notamment financier, aux pays voisins de la Syrie, en particulier le Liban, la Jordanie et la Turquie, dont les services de base sont sous pression en raison de l'afflux de réfugiés ;
- Un engagement des gouvernements européens à accroître leurs capacités d'accueil des réfugiés ;
- La mise en œuvre effective des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies sur l'arrêt des attaques contre les civils et l'amélioration de l'accès de l'aide humanitaire ;
- Une relance du processus politique afin d'aboutir à une solution pacifique fondée sur le respect des droits humains ;
- Une condamnation ferme du recours aux sièges comme tactique de guerre.

A l'occasion du 4^{ème} anniversaire de la crise syrienne, CARE France a participé à la campagne #WithSyria. 83% des lumières se sont éteintes en Syrie depuis le début du conflit, cette action appelait donc les dirigeants du monde entier à « rallumer la lumière en Syrie ».

En juin 2015, CARE a co-signé une lettre de 80 associations exhortant les Etats membres du Conseil de sécurité des Nations unies à mettre fin à l'impunité des attaques contre les populations civiles en Syrie.

Sommet Humanitaire Mondial

En vue du premier Sommet Humanitaire Mondial prévu en mai 2016 en Turquie, CARE souligne la nécessité d'intégrer les besoins spécifiques des femmes et des filles à toutes les étapes de la réponse humanitaire. CARE encourage aussi les acteurs humanitaires à intégrer la gestion des risques liés au climat dans tous les projets d'urgence, de reconstruction et de développement.

NÉPAL

Formation à la reconstruction d'habitations durables

Durée du projet : juillet 2015 à juin 2016

Bénéficiaires : 3 000 personnes et 1 500 ouvriers locaux

Le séisme qui a frappé le pays en avril 2015 a affecté 8 millions de personnes et endommagé plus de 800 000 maisons. CARE intervient dans les districts sinistrés de Dhading, Gorkha et Sindhupalchowk, identifiés comme les plus prioritaires par le gouvernement népalais.

Parallèlement à l'aide humanitaire d'urgence, les équipes de CARE soutiennent la reconstruction durable des habitations. Au moins 3 000 personnes, dans 4 villages, vont recevoir les outils et la formation nécessaires à la construction de structures solides capables de résister aux chocs futurs. Les solutions proposées permettront aux populations de conserver leurs matériaux et techniques de construction locales. Afin de pérenniser cette action, CARE assurera également la formation de 1 500 ouvriers locaux.

CAMEROUN

Assistance aux réfugiés de République centrafricaine

Durée du projet : juin 2014 à décembre 2015

Bénéficiaires : 128 000 personnes

Plus de 253 000 centrafricains ont fui la violence sévissant dans leur pays et sont actuellement réfugiés au Cameroun. CARE intervient dans les sites de réfugiés à l'Est du pays et auprès des populations hôtes camerounaises. Nos équipes contribuent à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi qu'à la sensibilisation aux règles d'hygiène. 58 points d'eau, 102 structures sanitaires communautaires (toilettes, douches) ainsi que 1400 installations sanitaires familiales ont été construits. La mise en place de comités de réfugiés et de villageois permet d'assurer l'entretien de ces services et de renforcer leur cohabitation pacifique. Nos équipes apportent également un soutien psychosocial et médical aux réfugiés, victimes de violences.

Soutien aux réfugiés syriens dans le camp d'Azraq en Jordanie. © CARE



ZOOM SUR LA CRISE SYRIENNE

Plus de 13,5 millions de Syriens ont actuellement besoin d'une aide humanitaire :

- 40% de la population syrienne, soit 6,6 millions de personnes, est déplacée interne - c'est le taux le plus important au monde¹
- 4,6 millions de Syriens ont fui vers les pays limitrophes¹

Les difficultés de la réponse humanitaire

80% des réfugiés vivent dans des conditions d'une extrême précarité, dans des camps informels ou dans des villes. La plupart des réfugiés ont quitté leur pays avec presque rien. Ces familles s'entassent sous des tentes, dans des bâtiments délabrés ou abandonnés pour plusieurs centaines d'euros par mois. L'impact sur les populations hôtes est également considérable. Les services de base - santé, éducation - sont totalement saturés. Au Liban, un des principaux pays d'accueil de la région, les 1,4 million de réfugiés syriens représentent plus de 25% de la population².

Le manque dramatique de financements internationaux

L'ONU a lancé un appel pour la crise syrienne en 2015 de 8,4 milliards USD, rappelant que c'est la plus grave crise humanitaire de ces trente dernières années. Seuls 60% de cette somme ont été rassemblés³.

Ce manque de fonds se ressent cruellement sur le terrain. Les organisations humanitaires ne sont pas en mesure d'assister toutes les personnes qui en auraient besoin.

Nos actions

CARE France a ouvert en 2013 un bureau au Liban. Le réseau CARE est présent en Syrie, en Jordanie, en Egypte, en Turquie. CARE informe les réfugiés sur leurs droits, distribue des biens de première nécessité (vêtements, matelas), améliore l'accès à l'eau et à l'assainissement. CARE apporte aussi un soutien financier et psychosocial. Dans les Balkans, CARE fournit une aide alimentaire d'urgence aux réfugiés en route vers l'Europe.

Sources : ¹ UNHCR et OCHA, 2016 - ² OCHA, 2015 - ³ Source : ONU 2015

LIBAN

Accès à l'eau potable et à l'assainissement

Durée du projet : avril 2015 à mars 2016

Bénéficiaires : 80 000 personnes

Dans la région du Mont Liban, l'afflux des réfugiés syriens crée des pressions considérables sur les ressources. L'accès à l'eau pour les réfugiés et les populations hôtes vulnérables devient de plus en plus difficile.

Les équipes de CARE participent à la réhabilitation et à la mise en place de nouveaux réseaux d'eau urbains et semi-urbains. 80 000 Syriens et Libanais bénéficieront ainsi d'un meilleur accès aux services d'eau potable. Nous organisons également des réunions communautaires afin de promouvoir des pratiques durables en termes de gestion de l'eau.

Nos projets réduisent l'insécurité économique en

améliorant les revenus des familles défavorisées.

LES ENJEUX

836 millions de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 dollar par jour¹. Si ce chiffre montre un recul significatif de l'extrême-pauvreté, les progrès ont été très inégaux entre les régions et les pays. Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes, restent en marge de ces développements.

LES SOLUTIONS

Défendre les droits sociaux et économiques des individus

CARE lutte contre l'exploitation des plus vulnérables. Nous travaillons notamment avec de grandes entreprises, comme certaines usines textiles au Bangladesh, pour le respect de pratiques sociales décentes au travail.

Développer des activités génératrices de revenus

Nous formons les personnes les plus pauvres afin d'améliorer leur employabilité et leur capacité de production. Dans les domaines de l'agriculture, de la petite industrie agroalimentaire et de l'artisanat, CARE soutient la création de filières et le développement de liens avec les marchés pour la création de débouchés supplémentaires.

CARE appuie également le développement d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Les membres, dont 80% sont des femmes, mettent en commun leurs économies. Ils établissent aussi des systèmes de prêt pour financer des activités génératrices de revenus ou des projets d'intérêts communautaires, comme par exemple des banques de céréales. Les taux de remboursement avoisinent les 100% et les taux d'intérêt permettent à la banque communautaire d'être indépendante.

ZOOM SUR LES FEMMES

La productivité au travail pourrait faire un bond de 40% si l'on éradiquait toute forme de discrimination envers les travailleuses et les cadres de sexe féminin².

+ 40%
PRODUCTIVITÉ

Sources : ¹ Nations Unies, 2015 - ² Banque Mondiale, 2012

Au Bangladesh, CARE a sensibilisé plus de 2 000 travailleuses et personnel managérial de l'industrie du textile à l'amélioration des conditions de travail
© CARE



HAÏTI

Amélioration des conditions de vie et de la capacité d'investissement

Durée du projet : avril 2014 à mars 2016

Bénéficiaires : 8 000 personnes

A Haïti, la population est très vulnérable aux changements climatiques. En milieu rural, le manque d'accès aux outils de développement - tels que les services financiers - impacte la capacité des populations à sortir de la pauvreté.

Afin d'améliorer les conditions de vie et la sécurité économique des communautés les plus vulnérables, CARE a créé 261 groupes d'AVEC (Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit). Les 7 263 membres, dont 4 890 femmes, sont formés à la gestion financière. CARE soutient également le développement de 28 AVEC qui ont ainsi bénéficié d'un crédit de la part d'une institution de micro finance haïtienne. Cela leur a permis d'élargir leur capacité d'action.

BANGLADESH

Amélioration des conditions de travail et des revenus dans le secteur textile

Durée du projet : janvier 2015 à décembre 2017

Bénéficiaires : plus de 5 140 personnes

CARE travaille de concert avec des entreprises nationales et internationales afin d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Dans plusieurs usines textiles, CARE favorise le dialogue social et soutient la participation des femmes aux prises de décisions. Des actions de sensibilisation sont menées auprès de plus de 2 000 travailleuses et du personnel managérial de fournisseurs textile.

CARE favorise également le développement économique de filières d'approvisionnement responsables. Par des actions de formation, nous soutenons la relance de la filière traditionnelle de l'indigo. Cela a permis d'améliorer les revenus de 240 artisans et 2 700 fermiers. Dans la filière du jute, CARE soutient des méthodes de production durables. Nous renforçons les compétences techniques et l'accès au marché d'environ 200 travailleurs.

DROITS DES ENFANTS ET ÉDUCATION

CARE défend les droits des enfants pour qu'ils puissent acquérir la

confiance en soi et les aptitudes dont ils auront besoin toute leur vie.

LES ENJEUX

Les enfants ont droit à une protection, à la satisfaction de leurs besoins alimentaires et sanitaires fondamentaux ainsi qu'à l'éducation.

Dans le monde, 121 millions d'enfants et d'adolescents sont privés de leur droit à l'éducation¹. La pauvreté en est la première cause.

LES SOLUTIONS

Défendre le droit des enfants à vivre dans une famille

Le premier droit d'un enfant est celui de vivre dans une famille. Cela permet de rattacher l'enfant à une histoire et lui offre un périmètre de protection contre la violation de ses droits. De nombreux enfants en sont pourtant privés. Afin de favoriser le maintien des enfants dans leur famille, nous soutenons les populations les plus vulnérables par des programmes d'alphabétisation et de création d'activités génératrices de revenus. Cela passe aussi par la prévention des grossesses non désirées grâce à des programmes de planning familial.

Améliorer la prise en charge scolaire

Nos équipes sensibilisent les communautés et les pouvoirs publics à l'importance d'une éducation pour tous. CARE défend la mixité sexuelle et sociale ainsi que l'adaptation des cursus scolaires aux différences culturelles et linguistiques.

ZOOM SUR LES FEMMES

Le revenu par habitant pourrait augmenter de **23%** au cours des 40 prochaines années dans les pays où tous les enfants iraient à l'école².

+23%
REVENU/HAB

¹ Sources : UNICEF, UNESCO, 2015 - ² UNESCO, 2013



Programme de soutien aux familles vulnérables pour prévenir l'abandon des enfants. © CARE

ROUMANIE

Amélioration des conditions de vie des enfants en Roumanie

Bénéficiaires : 50 000 enfants depuis 2003, date de la fusion entre CARE et SERA France

Prévention de l'abandon en aidant les familles en difficulté
CARE et SERA Roumanie, notre partenaire local, ont contribué à la mise en place de plus de 40 services municipaux d'aide sociale, apportant un soutien aux familles les plus vulnérables. SERA a également créé 50 centres thérapeutiques pour enfants en situation de handicap. Des équipes de santé pluridisciplinaires sont formées pour améliorer les diagnostics et permettre aux enfants de développer tout leur potentiel.

Désinstitutionnalisation des enfants

Beaucoup des 58 000 enfants roumains vivant sous la tutelle de l'Etat ont en fait une famille. SERA apporte une aide matérielle ainsi qu'un suivi social et psychologique aux familles qui veulent réintégrer leur enfant. Plus de 500 familles ont bénéficié de ce programme dans 7 départements. Depuis sa création, SERA a formé 1100 mères d'accueil.

Amélioration des conditions de vie des enfants en institutions
L'alternative à l'orphelinat la plus proche de la vie en famille est la maison de type familial. Depuis 1996, SERA en a créé 78, qui accueillent 10 à 18 enfants entourés par du personnel compétent. SERA soutient actuellement la création de 5 nouvelles maisons. Chaque année, SERA permet également à une centaine d'enfants défavorisés d'avoir accès à des soins de santé, notamment chirurgicaux.

MAROC

Amélioration de l'accès à une éducation de qualité

Durée du projet : octobre 2012 à août 2017

Bénéficiaires : au moins 7 600 enfants

CARE soutient l'implication de la société civile dans les politiques publiques d'éducation et lutte contre l'exclusion sociale et économique des enfants défavorisés.

Nos actions dans le quartier de Sidi Moumen à Casablanca ont permis à 2 500 enfants d'accéder à une éducation préscolaire de meilleure qualité. Plus de 90 éducatrices ont été formées et soutiennent désormais l'égalité entre filles et garçons. CARE a également mobilisé 750 parents pour améliorer le suivi éducatif de leurs enfants. 445 mères ont bénéficié de programmes d'alphabétisation. A Casablanca et Marrakech, CARE soutient également le développement d'associations réunissant 1 000 parents d'élèves et crée des espaces de dialogue avec les autorités éducatives locales. Cette action bénéficie à 5 000 élèves dans 50 écoles primaires.

CARE se base sur la participation des communautés locales pour

améliorer l'accès et la qualité des systèmes d'eau et d'assainissement.

LES ENJEUX

Aujourd'hui, 2,4 milliards de personnes, soit plus du tiers de la population mondiale, ne disposent pas de système d'assainissement de base, comme des toilettes ou des systèmes de traitement des eaux usées. 663 millions de personnes dans le monde n'ont pas d'accès à l'eau potable¹.

C'est un véritable enjeu de santé public. Plus de 2,6 millions de personnes meurent chaque année de maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau et à un environnement insalubre².

LES SOLUTIONS

Soutenir la gestion locale des projets

CARE gère des projets de construction et d'entretien de systèmes d'alimentation en eau potable, de forages, de systèmes d'assainissement ou de dispositifs de collecte et de valorisation des déchets.

L'objectif est de mettre en place des systèmes locaux autonomes et durables, dont le maintien est assuré par les communautés.

Nous favorisons également la création de synergies entre ONG locales et secteur privé, et soutenons la concertation entre autorités nationales et responsables locaux.

Réduire les maladies

Pour avoir un impact, il est aussi nécessaire de mettre en place des actions d'éducation à la santé et de promotion de l'hygiène pour favoriser une meilleure utilisation des ressources disponibles.

CARE s'appuie également sur des réseaux de référents communautaires afin de promouvoir les méthodes de prévention des maladies hydriques.

ZOOM SUR LES FEMMES

En Afrique subsaharienne, les filles et les femmes passent **26%** de leur temps quotidien à la collecte de l'eau.

26%
TEMPS/JOUR

¹ Sources : OMS, 2015 - ² UNICEF, OMS 2014

Au Bénin, CARE améliore l'accès à l'eau potable et la sécurité sanitaire de milliers de personnes par l'installation de forages et de latrines
© Grégoire Korganow / CARE



BÉNIN

Accès à l'eau potable et à l'assainissement

Durée du projet : septembre 2011 à août 2016

Bénéficiaires : 54 292 personnes

Au Bénin, seule la moitié de la population a accès à l'eau potable et 35 % à des réseaux d'assainissement.

CARE travaille dans 80 villages des départements de l'Ouémé et du Borgou. Les problèmes d'accès à l'eau potable et le manque de latrines y entraînent des maladies hydriques. CARE a construit 122 forages et en a réhabilité 30 autres dans les villages, écoles et centres de santé. Nos équipes ont également construit 32 blocs de latrines scolaires et 10 latrines dans des centres de santé. Suite à l'installation de 500 latrines familiales et à des actions de sensibilisation, les communautés ont pris l'initiative de construire des latrines supplémentaires. La formation de comités de gestion, d'artisans et de maçons permet l'entretien des installations. La mise en place de comités d'hygiène contribue à la sensibilisation des bénéficiaires.

MADAGASCAR

Projet d'assainissement innovant en milieu urbain

Durée du projet : mai 2013 à avril 2016

Bénéficiaires : 55 266 personnes

A Antananarivo, la capitale, 17 % de la population n'est pas couverte par le réseau collectif d'assainissement. Il n'y pas d'accès au service de gestion des ordures ménagères. CARE sensibilise et mobilise les populations vulnérables de 12 quartiers pour améliorer leurs conditions d'hygiène et d'assainissement. 16 structures locales et plus de 15 000 familles participent à la mise en place d'un système de collecte, de transport et de traitement des déchets solides et liquides. Nos équipes renforcent la participation et les capacités décisionnelles de 144 femmes dans la création d'activités de revalorisation des déchets non dégradables. CARE sensibilise les communautés afin de réduire les maladies hydriques, notamment chez les enfants en bas âge.

LES ENJEUX

Chaque année, 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté en raison du coût de leurs frais médicaux¹. Dans les pays en développement, les 2/3 des décès d'enfants de moins de cinq ans sont dus à des maladies pouvant être évitées ou traitées au moyen d'interventions simples et peu coûteuses².

LES SOLUTIONS

Soutenir la gestion locale des projets

Dans un objectif de prévention, CARE organise des sessions d'éducation auprès des populations, améliore les structures d'hygiène et d'assainissement et organise des séances de vaccination. Nous renforçons les capacités locales en créant, en équipant et en formant des comités de santé locaux et des structures sanitaires publiques.

Prévenir le VIH/SIDA

Plus de 36 millions³ de personnes vivent actuellement avec le virus du sida. CARE sensibilise les communautés aux comportements à risques, coordonne la distribution de préservatifs et assure des campagnes de dépistage. Des centres d'accueil sont créés pour une prise en charge adaptée des populations les plus à risques.

L'apport d'un soutien psychosocial et économique est primordial, c'est pourquoi nous soutenons la création d'opportunités économiques pour les personnes infectées.

Améliorer la santé reproductive et maternelle

Le risque de décès lors de la grossesse et de l'accouchement est 15 fois plus élevé dans les pays en développement⁴. Les programmes de CARE s'attaquent aux obstacles socioculturels, économiques et institutionnels de l'accès des femmes aux services de santé.

222 millions de femmes n'ont pas accès aux méthodes contraceptives modernes. Nos équipes mettent en place des services de planning familial dans le but d'éviter les grossesses dangereuses ou non désirées.

ZOOM SUR LES FEMMES

Les décès maternels pourraient être réduits de **2/3** si toutes les femmes avaient accès à l'éducation primaire⁵.

-2/3

DÉCÈS MATERNELS

¹Source OMS, 2013 - ²Source OMS, 2014 - ³Source OMS 2015 - ⁴OMS, 2013 - ⁵UNESCO, 2013



Les centres d'excellence à base communautaire créés par CARE au Cameroun permettent une meilleure prise en charge des personnes vivant avec le VIH © Nicole Brunet / CARE

CÔTE D'IVOIRE

Redynamisation des établissements sanitaires à base communautaire

Durée du projet : novembre 2014 à novembre 2016

Bénéficiaires : 4 centres de santé à San Pedro, 200 000 habitants

A San Pedro, 70% de la population vit dans le bidonville de Bardot. Les besoins sanitaires y sont très préoccupants. Les 4 centres de santé du bidonville sont peu fréquentés à cause du manque de ressources, d'entretien, d'équipements et de médicaments.

CARE participe activement à la réhabilitation et à l'équipement des centres de santé communautaires dans le but d'améliorer l'offre et la qualité des soins fournis. Afin de pérenniser ces actions, les équipes de CARE aident ces structures à renforcer leurs capacités de gestion (institutionnelles, financières et associatives). Les acteurs communautaires et les collectivités territoriales sont également mobilisés afin de rendre ces centres plus accessibles.

CAMEROUN

Renforcer la lutte contre le VIH/Sida

Durée du projet : avril 2014 à avril 2019

Bénéficiaires : 141 308 personnes

Le Cameroun est l'un des trois pays les plus affectés par le VIH en Afrique centrale.

Après avoir mis en place un programme de renforcement des systèmes de prévention, CARE poursuit son action au niveau national. Nous avons créé des centres d'excellence à base communautaire pour garantir la qualité des soins prodigués. CARE renforce également les capacités et l'implication de la société civile pour améliorer l'accès aux soins pour tous et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH.

Nos équipes forment les responsables de 10 instances régionales de concertation civile et renforcent la gouvernance de 54 organisations de la société civile afin d'améliorer l'évaluation des actions et le suivi de proximité des patients.

AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

L'approche intégrée de CARE prend en compte les enjeux de sécurité alimentaire,

de protection de l'environnement et l'autonomisation des communautés.

LES ENJEUX

795 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde¹. Chaque année, la faim tue plus de personnes que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis.

Un défi de plus en plus urgent

Alors que les besoins alimentaires mondiaux vont augmenter de 70 % d'ici à 2050, la production agricole destinée à l'alimentation va baisser, notamment du fait de l'urbanisation et du changement climatique². Ainsi, d'ici 2080, 600 millions de personnes supplémentaires souffriraient d'insécurité alimentaire sous l'effet du changement climatique³.

LES SOLUTIONS

Renforcer la résilience face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

CARE renforce la résilience des populations victimes de crises alimentaires chroniques. Nous développons des programmes combinant projets terrain, recherche et plaidoyer afin de mettre en œuvre des méthodologies innovantes et respectueuses de l'environnement. CARE accompagne les communautés en matière de prévention et de réponse immédiate aux crises.

Assurer des revenus réguliers

CARE s'assure que les populations aient accès aux ressources financières nécessaires pour développer des activités génératrices de revenus et renforcer leur pouvoir économique. L'accès aux marchés, au stockage et aux réseaux de distribution est primordial pour la vente de leurs récoltes excédentaires. Dans l'ensemble de ses programmes, CARE soutient l'accès des femmes à la terre et aux marchés.

ZOOM SUR LES FEMMES

Les femmes ne possèdent que **20 % des terres cultivées** dans le monde alors qu'elles réalisent **60 % de la production alimentaire** des pays en développement⁴.

60%
PRODUCTION
ALIMENTAIRE

¹Source : FAO, 2015 - ²ONU, 2013 - ³UNDP, 2008 - ⁴Source : Nations Unies 2012



La bande sahélienne est fréquemment touchée par des crises alimentaires sévères. Au Tchad, CARE distribue des coupons monétaires et assure un suivi nutritionnel des enfants atteints de malnutrition. © Sabine Wilke / CARE

TCHAD

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Durée du projet : mars 2015 à janvier 2016

Bénéficiaires : 53 998 personnes

64 % de la population tchadienne vit sous le seuil d'extrême pauvreté. La région du Wadi Fira, à l'Est du pays, est fréquemment touchée par de sévères crises alimentaires dues à des chocs climatiques récurrents, au faible pouvoir économique de la population et à une forte pression démographique. 32 % de la population souffre de malnutrition chronique.

Un des principaux outils d'intervention de CARE est la distribution de coupons monétaires afin d'améliorer la sécurité alimentaire de 3 857 familles. Nos équipes mènent des campagnes d'information auprès des autorités locales et des populations. CARE intervient également auprès d'enfants âgés de 6 à 23 ans atteints de malnutrition aiguë par la mise en place d'un système de dépistage, la distribution de suppléments et la mise en place d'un suivi nutritionnel.

CUBA

Adaptation au changement climatique dans le secteur agricole et de l'élevage

Durée du projet : mars 2011 à octobre 2015

Bénéficiaires : 747 membres de coopératives agricoles et d'élevage, 171 500 habitants

Camagüey, une des principales provinces agricoles et d'élevage à Cuba, est particulièrement vulnérable au changement climatique. Les épisodes de sécheresse et la désertification entraînent une baisse de la production de lait, menaçant la sécurité alimentaire de la population.

CARE a formé et équipé les membres de 8 coopératives afin d'adapter leurs pratiques aux conditions climatiques et d'inverser le processus de dégradation des systèmes de production agricole et d'élevage. La mise en place de systèmes d'information météorologique a augmenté leur capacité de gestion des risques climatiques. Ce projet a permis d'améliorer la sécurité alimentaire de 171 500 habitants dans 4 municipalités.

CARE France est une association selon la loi de 1901, reconnue d'utilité publique.

Ces pages suivent le format de présentation recommandé par la Comité de la Charte.



Fin juin 2015,
CARE France
comptait :
93 000
donateurs,
296 adhérents
42 salariés
à Paris,
10 bénévoles

LE FONCTIONNEMENT

Les adhérents

L'association compte 296 adhérents actifs. Toute personne qui partage les valeurs de CARE France peut demander à être adhérent. Les donateurs peuvent devenir adhérents en déposant une demande, laquelle est examinée par le Conseil d'administration. Les adhérents approuvent les comptes de l'association, votent le budget annuel, élisent le Conseil d'administration et se prononcent sur les axes stratégiques du développement de l'association.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de CARE France est élu par les adhérents lors de l'Assemblée générale annuelle. Le Conseil est actuellement composé de 16 membres bénévoles, avec l'objectif de maintenir la parité de genre entre les membres. Les membres du Conseil d'administration ne peuvent pas faire plus de trois mandats.

Le Conseil d'administration, qui se réunit au moins quatre fois par an, est composé de quatre Comités : Nominations, Programmes & Qualité, Ressources & Communication, Finances-Gouvernance & Risques. Ceux-ci se réunissent deux fois par an et préparent les décisions du Conseil. Par exemple, le Comité Ressources & Communication valide chaque année le plan de collecte et les plans de communication présentés par l'équipe salariée. Le

Comité Gouvernance & Risques analyse tous les ans la cartographie des risques. Il suit également l'évolution des pratiques salariales et effectue la comparaison avec les acteurs du secteur.

Le Conseil d'administration a nommé des référents pour les pays d'intervention les plus importants : Roumanie, Maroc, Cameroun, Liban, Madagascar... Ils se rendent régulièrement sur le terrain pour suivre les progrès des projets. Ils informent le Conseil des succès et des défis opérationnels.

Le Bureau du Conseil, élu pour deux ans, se réunit également quatre fois par an. En dehors des réunions formelles, il est consulté pour toute opportunité de nouveaux programmes, dès lors que le budget prévisionnel est supérieur à 700 000€, ou pour toute utilisation du fonds d'intervention d'urgence. Les décisions prises par le Bureau sont ensuite présentées au Conseil d'administration pour approbation.

L'accompagnement et l'évaluation de la gouvernance

Le Comité des Nominations identifie et présente à l'Assemblée générale les profils dont le Conseil d'administration a besoin.

Le Secrétaire Général et le Comité Gouvernance & Risques sont en charge de l'amélioration continue de la gouvernance. Il n'y a eu aucun problème de gouvernance à traiter en 2015.

Cette année, le Conseil d'administration a procédé à une enquête d'autoévaluation de sa performance. Plusieurs recommandations pratiques ont été faites et mises en place.

La direction exécutive et les relations avec les instances élues

Le Directeur général est responsable devant le Bureau et le Conseil. Le Conseil d'administration et le Bureau supervisent les responsabilités de l'équipe de direction, composée de cinq directeurs. Ils encadrent aussi les procédures d'embauche par un document de «délégation de pouvoirs» régulièrement mis à jour.

Les paliers de rémunération des salariés sont déterminés au mérite. Le Bureau décide des augmentations de salaire des directeurs.

LES BONNES PRATIQUES

CARE France suit les principes éthiques définis par le réseau CARE International ainsi que les autres codes de bonne conduite humanitaires/associatifs.

CARE France est membre du Comité de la Charte*, organisme qui exerce depuis plus de 20 ans la mission de contrôle de l'appel à la générosité publique. Elle se réfère aux dispositions déontologiques du Comité de la Charte, en particulier le principe de gestion désintéressée des dirigeants de l'association. Son agrément a été renouvelé en 2015 pour une période de trois ans. Chaque année, le représentant du Comité de la Charte est invité à assister à une réunion du Conseil et à l'Assemblée générale des adhérents, où il peut librement prendre la parole.

CARE France est membre du syndicat France Générosités et participe à ses groupes de travail techniques sur la collecte de fonds et les meilleures pratiques en la matière.

Tous les salariés reçoivent une formation et signent le document de politique anti-fraude de l'association.

La prévention des conflits d'intérêt

Une fois par an, la liste des principaux fournisseurs de l'association (représentant 80% des achats) est présentée en Conseil d'administration. Les administrateurs et les directeurs salariés doivent déclarer tout lien éventuel avec ces fournisseurs. Aucune déclaration n'a été faite cette année.

Un Comité de sélection est formé lors de toute embauche. Les membres du Bureau font partie des Comités de sélection lors du recrutement de directeurs salariés. Les membres des Comités de sélection doivent signer une déclaration de «non lien de parenté» avec les candidats.

Le système d'évaluation et de couverture des risques

Les auditrices internes ont élaboré une grille d'identification des principaux risques auxquels peut être confrontée l'association. Un plan d'action annuel est formalisé et les progrès sont présentés au Conseil. Chaque membre de l'équipe de direction prend en charge la réduction et la gestion des risques relevant de son périmètre. Le Commissaire aux Comptes et le contrôleur du Comité de la Charte ont accès à cette cartographie des risques. Les auditrices internes peuvent avoir accès à tout moment à la Présidente et au Trésorier de l'association.

CARE FRANCE ET SES PARTIES PRENANTES

La relation entre la gouvernance et les parties prenantes

Les relations avec les parties prenantes et la prise en compte des aspects sociaux, sociétaux et environnementaux sont décrits dans le document Panorama des Avancées en RSA (responsabilité sociétale des associations), en libre accès sur le site internet de CARE France.

CARE France participe au mouvement associatif français. L'association est membre de Coordination Sud (elle participe activement aux travaux de la Commission humanitaire et de la Commission climat), du Comité 21, de PS'EAU et de France Générosités (dont Philippe Lévêque, directeur de CARE France, a été élu trésorier en 2013).

Les dirigeants de CARE France sont régulièrement invités à des réunions de coordination ou de consultation auprès de la Présidence de la République, du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Ecologie et du Développement durable et d'autres ministères, de l'Assemblée nationale, du Sénat, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et d'agences des Nations unies.



CARE a apporté une aide d'urgence aux victimes des séismes au Népal. © Lucy Beck / CARE



Dans les Balkans, CARE apporte une aide matérielle et psychologique aux réfugiés en route vers l'Europe © CARE

La participation au réseau CARE International

Les missions du Secrétariat de CARE International, installé à Genève, sont : la coordination des membres, le partage des bonnes pratiques, la représentation auprès des Nations unies et de l'Union européenne... Ces missions sont financées par les 14 membres du réseau. Chaque membre contribue en fonction de son budget. En 2015, la contribution de CARE France a été de 175 000€. CARE France contribue également au financement opérationnel des équipes d'urgence mutualisées, du fonds d'urgence et de l'équipe « sécurité » du réseau (134 000€).

Arielle de Rothschild et Philippe Lévêque ont représenté CARE France aux réunions du Conseil d'administration de CARE International, fondation de droit suisse. Arielle de Rothschild a été élue vice-présidente de CARE International en novembre 2012. Elle est également membre du Comité Ressources

Humaines & Sécurité de CARE International. Philippe Lévêque est membre du Comité Finances & Risques et du Comité Communication & Collecte de Fonds.

Le vice-président et secrétaire général de CARE France, Bertrand Chardon, et le directeur des Programmes et du Plaidoyer, Alexandre Morel, sont membres du Conseil d'administration de CARE Maroc. Le trésorier de CARE France, Cristian Tabacaru, est membre du Conseil d'administration de la Fondation Sera Romania, partenaire roumain de CARE France. CARE Belgique a été créée en juillet 2013. La présidence en est assurée par Daniel Thierry, ancien vice-président de CARE France. Bertrand Chardon et Eric Martin, directeur financier de CARE France, sont les représentants de CARE France au Conseil d'administration de CARE Belgique.

POUR PLUS DE TRANSPARENCE

• Les points forts de l'année :

CARE France a publié son premier panorama de responsabilité sociétale et environnementale à l'occasion de l'Assemblée générale des adhérents de décembre 2015. Cet exercice est relativement pionnier dans le monde associatif. Il est consultable sur le site internet de l'association.

• Les enjeux à relever :

Si le nombre des donateurs et celui des personnes répondant aux appels à pétitions de CARE France se maintiennent ou croissent, le nombre d'adhérents actifs, en revanche, plafonne ou décroît, comme dans la plupart des associations ou mutuelles en France. Le Conseil d'administration encourage les donateurs à devenir aussi adhérents : la demande d'adhésion se fait facilement en ligne sur le site de CARE France.

Le fait marquant de l'exercice est la forte augmentation des activités au Cameroun. Nous menons à la fois des activités de long terme (prévention du sida) et des programmes d'urgence en faveur des réfugiés de Centrafrique à l'Est et des déplacés au Nord.

Avec un total de 29,2 M€, le niveau de ressources s'est maintenu à un bon niveau (1,7 M€ au-dessus du budget). A noter une baisse (-1,4 M€) par rapport à l'exercice précédent, qui avait marqué un record.

L'exercice suivant (2015/2016) se poursuivra sur cette lancée, avec un volume de ressources de nouveau en croissance (30,4 M€ contre 29,2 M€).

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE

L'exercice 2015 couvre la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

Ressources

Les produits de la générosité du public (personnes physiques) augmentent de 153 K€, soit +2%, avec une hausse des dons non-affectés (+605 K€). Cette augmentation est portée par le recrutement de nouveaux donateurs dans la rue. Notons une baisse des dons affectés (-503 K€), qui avaient été très élevés en 2013 suite au passage dévastateur du typhon Haiyan aux Philippines de novembre 2013. Les legs augmentent de 51 K€.

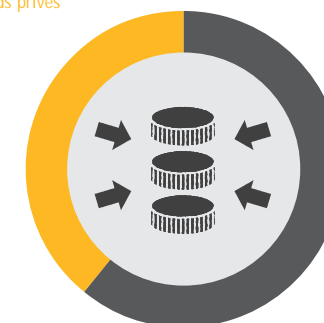
Le prélèvement automatique représente aujourd'hui plus de 75% des ressources de la générosité du public. C'est le fruit d'une stratégie continue depuis 10 ans.

Par rapport au budget, le total des produits issus de la générosité du public est en retrait (-267 K€), en raison du retard pris dans la liquidation d'un legs (vente d'une maison).

Les autres fonds privés (entreprises et fondations) ont baissé de 1M€, en raison du décalage de versement d'un grand partenaire (reçu en avance sur l'exercice précédent), et également du contre-coup de la fin des programmes d'urgence aux Philippines.

Les subventions institutionnelles sont en diminution de 758 K€ par rapport à l'exercice précédent, mais nettement au-dessus du budget prévisionnel (+2M€). Les activités au Cameroun et au Liban, bureaux sous responsabilité de CARE France, ont représenté près de 42% de l'activité. Ces bureaux se sont fortement développés, principalement grâce à ces ressources institutionnelles.

38,9%
Fonds privés



61,1%
Fonds institutionnels

L'association maintient un bon équilibre entre ressources privées et publiques, avec des proportions très proches de celles de l'exercice précédent.

Une partie de ces ressources est reportée sur les exercices suivants (engagements à réaliser sur ressources affectées, aussi appelés fonds dédiés).

Le total général du compte d'emploi des ressources (CER), qui inclut les fonds dédiés et les reprises de provisions pour risques et charges (2,8 M€), s'élève à 32 M€.

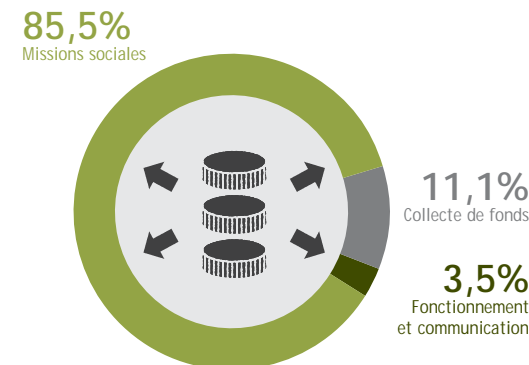
Emplois

Les dépenses liées aux missions sociales se maintiennent à un bon ratio de 85,9 %.

Les frais de recherche de fonds augmentent de 64 K€ par rapport à l'exercice précédent, l'association continue d'investir principalement dans le recrutement de donateurs dans la rue. En complément, le marketing téléphonique permet soit de proposer à des donateurs occasionnels de devenir donateurs réguliers par prélèvement, soit d'inciter des donateurs réguliers à accroître leur don mensuel.

Les frais de fonctionnement et de communication sont en augmentation de 56 K€ par rapport à l'exercice précédent, hausse principalement due aux dépenses du Secrétariat de CARE International.

L'excédent de l'exercice s'élève à 168 K€.



Bilan au 30 juin 2015

Les fonds associatifs s'élèvent à 1 831 K€, dont 10 K€ de dotation statutaire, 821 K€ de Fonds Enfants Roumains, 181 K€ de Fonds d'Intervention, et 650 K€ de Réserve Générale.

L'excédent de l'exercice est de 168 K€ : il est affecté à parts égales à la Réserve Générale et à la Réserve d'Urgence. L'objectif est de porter progressivement le total des réserves à 20% du total du bilan. Nous sommes aujourd'hui à 11,9%.

Les fonds dédiés passent de 2,6 M€ à 2,4 M€, dont 833 K€ affectés aux programmes en Roumanie (en augmentation de 98 K€ par rapport à l'exercice précédent).

Les provisions pour risques et charges sont de 368 K€, en augmentation de 186 K€. Un retard de mise en œuvre ayant été constaté sur certains programmes, principalement en Haïti et au Bangladesh, les conséquences éventuelles de ce retard sur le résultat de l'exercice ont été provisionnées.

L'association n'a aucun emprunt ou dette financière.

A la date de la clôture, la trésorerie figurant au bilan se décomposait comme suit :

- 3 968 K€ de soldes disponibles en banque et caisse au siège ;
- 104 K€ de titres monétaires BNP Mone Euribor, nantis en garantie du loyer du siège ;

- 1 847 K€ de soldes disponibles en banque et caisse chez CARE Cameroun ;
- 729 K€ de soldes disponibles en banque et caisse chez CARE Liban.

Soit un total de 6 648 K€.

Les ressources humaines

Au 1er juillet 2015, l'effectif était de 42 salariés au siège et 20 expatriés (Cameroun, Liban, Maroc).

A cette même date, la moyenne des 3 salaires annuels bruts les plus élevés est de 78 840 €.

Les administrateurs ne reçoivent aucune rémunération pour leur participation au Conseil d'Administration et n'ont perçu aucun remboursement de frais.

Audit interne

Maîtrise des risques, valeur ajoutée, formation

CARE France compte 2 auditrices internes. Conformément à la charte d'audit de l'association, elles s'assurent de la maîtrise des risques liés aux activités sur le terrain comme au siège. Un plan d'audit, fondé sur une analyse des risques, est élaboré chaque année.

A l'issue de chaque mission, des recommandations sont émises pour améliorer le contrôle interne et l'application des règles des bailleurs. Ces recommandations sont suivies à intervalle régulier.

En 2014/2015, 7 programmes ont été audités dans 4 pays (Bénin, Haïti, Liban, Tchad). CARE Cameroun a fait l'objet d'un audit de structure.

Depuis plusieurs années, une politique anti-fraude est en place. Un cas de fraude a été détecté au Bangladesh, chez un partenaire local, d'un montant de 5 700 € (sur un budget de 2,2M€). Les mesures nécessaires ont été prises : le financeur de programme a été informé et a décidé que les activités seraient poursuivies avec le même partenaire.

Pour l'exercice 2015/2016, l'accent est mis sur les bureaux sous responsabilité actuelle (Cameroun et Liban) et future (Madagascar) de CARE France. Des audits de programmes seront également réalisés au Bangladesh et en Haïti. Au niveau du siège, un travail sur le traitement administratif des dons sera poursuivi.

EXTRAIT DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nous avons procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier de votre Association.

Paris, le 30 novembre 2015

Le Commissaire aux Comptes, Jean Morard pour COFICOM

Note 1 :

Les fichiers de l'association sont gérés conformément aux dispositions de la CNIL.

Note 2 :

Les documents comptables financiers et détaillés (bilan, compte d'exploitation, compte d'emploi des ressources et leurs annexes) peuvent être consultés au siège de l'association ou seront envoyés aux adhérents et aux donateurs qui le désirent sur simple demande. Ils sont consultables sur le site internet de l'association.



Bénéficiaire d'un programme à Madagascar. © CARE

COMMENTAIRES SUR LE BUDGET PRÉVISIONNEL 2015/2016

Ressources

Les projections actuelles font apparaître un niveau de ressources légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent : 30,4 M€ contre 29,2 M€.

Dans ce total, les ressources institutionnelles représenteront 59%, contre 61% l'an passé. L'Union européenne et ECHO pèseront à eux seuls près de 30%. Avec le développement des activités au Cameroun et au Liban, le poids des organismes gouvernementaux étrangers (principalement Etats-Unis et Canada) passera de 10 à 19%.

Emplois

Les missions sociales représenteront plus de 85% des charges, stables par rapport à l'exercice précédent.

L'association poursuivra l'effort engagé depuis plusieurs années en collecte de fonds, avec le recrutement de donateurs dans la rue : le budget prévu est de 1,4 M€, également stable par rapport à l'exercice précédent.

RAPPORT FINANCIER

Ce budget comprend notamment le financement par des contributions en fonds privés selon la répartition suivante :

- CARE Cameroun 165 K€ (dont 5 K€ de cofinancement de programme) ;
- CARE Liban 258 K€ (dont 92 K€ de cofinancement de programmes) ;
- CARE Maroc 172 K€ (dont 42 K€ de cofinancement de programmes) ;
- SERA Roumanie 2 000 K€ ;
- Vivre en Famille 235 K€.

Les contributions à CARE International représentent une charge de 516 K€ :

- 230 K€ pour le Secrétariat international (après restitution d'un reliquat de 10 K€ de l'exercice précédent) ;
- 153 K€ pour la cellule d'urgence et la cellule de sécurité ;
- 41 K€ pour le fonds d'urgence ;
- 47 K€ pour le bureau de représentation à Bruxelles ;
- 45 K€ pour le Soudan du Sud (contribution exceptionnelle).

Le résultat prévisionnel est de 46 K€.

BILAN

En milliers d'euros

Exercice clos le 30/06/2015

BILAN ACTIF	30/06/14	30/06/15
Immobilisations	90	86
Créances ⁽¹⁾	6 150	6 881
Valeurs mobilières de placement	1 972	104
Disponibilités	4 408	6 544
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	2 484	1 731
TOTAL GÉNÉRAL	15 104	15 346

En milliers d'euros

Exercice clos le 30/06/2015

BILAN PASSIF	30/06/14	30/06/15
Réserves	1 522	1 663
Résultat de l'exercice : bénéfice ou (perte)	141	168
Provisions pour risques et charges	183	369
Fonds dédiés	2 589	2 406
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽¹⁾	431	575
Dettes fiscales et sociales ⁽¹⁾	379	472
Charges à payer ⁽¹⁾	5 861	5 232
Produits constatés d'avance ⁽¹⁾	3 723	4 445
Ecart de conversion	274	16
TOTAL GÉNÉRAL	15 104	15 346

⁽¹⁾ En totalité à moins d'un an



Distribution d'urgence suite aux séismes au Népal. © CARE

COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

En milliers d'euros

RESSOURCES DE L'EXERCICE	RÉEL 2013/2014		BUDGET 2014/2015		RÉEL 2014/2015		ÉCART N-1	ÉCART BUDGET
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	K€
1. Produits de la générosité du public ⁽¹⁾								
Dons manuels non affectés	5 027		5 476		5 632		605	156
Dons manuels affectés	2 261		1 882		1 758		-503	-124
Legs et autres libéralités non affectés	3						-3	
Legs et autres libéralités affectés	47		400		101		54	-299
Total 1 - Produits de la générosité du public	7 337	24,0%	7 758	28,3%	7 491	25,6%	153	-267
2. Autres Fonds privés ⁽²⁾								
Dons & subventions Entreprises privées	2 367		2 420		1 654		-713	-765
Fondations françaises & étrangères	2 268		1 405		1 897		-371	492
Dons en nature comptabilisés	4		30		28		24	-2
Total 2 - Autres Fonds privés	4 640	15,2%	3 855	14,0%	3 580	12,3%	-1 060	-275
3. Subventions institutionnelles ⁽³⁾								
Organismes gouvernementaux français	1 081		1 509		1 127		46	-383
Collectivités territoriales	80		130		268		188	138
Union Européenne ECHO (Urgences)	8 910		5 081		5 854		-3 056	773
Autres financements Union Européenne	5 285		4 493		4 708		-578	215
Organismes gouvernementaux étrangers	2 345		2 684		2 959		614	275
Organismes internationaux	892		1 937		2 920		2 028	983
Total 3 - Subventions institutionnelles	18 593	60,8%	15 834	57,7%	17 835	61,1%	-758	2 001
4. Autres produits d'exploitation								
Cotisations	5		5		7		2	2
Total 4 - Autres produits d'exploitation	5	0,0%	5	0,0%	7	0,0%	2	2
5. Autres produits								
Produits financiers ⁽⁴⁾	21		5		203		183	198
Autres produits divers	3				92		89	92
Total 5 - Autres produits	23	0,1%	5	0,0%	295	0,1%	272	290
I - Total des ressources (compte de résultat)	30 598	100%	27 456	100%	29 207	100%	-1 391	1 751
II - Reprises de Provisions	47		171		183			
III - Engagements à réaliser sur Ressources affectées	1 780		2 589		2 589		810	
IV - TOTAL GENERAL	32 424		30 217		31 980		-444	1 763

En milliers d'euros

EMPLOIS DE L'EXERCICE	RÉEL 2013/2014		BUDGET 2014/2015		RÉEL 2014/2015		ÉCART N-1	ÉCART BUDGET
	K€	%	K€	%	K€	%	K€	K€
1. Missions sociales								
1.1 Réalisées en France								
Actions réalisées directement								
Frais de suivi des programmes (siège)	1 058		1 224		1 173		115	-51
Versements à des organismes en France	141		243		171		30	-72
1.2 Réalisées à l'étranger								
Actions réalisées directement ⁽⁵⁾	21 630		19 318		21 251		-379	1 933
Versements à des organismes à l'étranger ⁽⁶⁾	2 712		2 502		2 339		-373	-163
Total 1 - Missions Sociales	25 540	86,5%	23 286	85,0%	24 933	85,9%	-607	1 647
2. Frais de recherche de fonds								
2.1 Frais d'appel à la générosité du public								
Frais d'appel et de traitement de dons	2 840		2 622		2 830		-10	208
Frais d'appel et de traitement des legs	5		10				-5	-10
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	160		227		195		36	-32
2.3 Charges liées à la recherche des subventions publiques	145		184		189		44	5
Total 2 - Frais de recherche de fonds	3 150	10,7%	3 043	11,1%	3 214	11,1%	64	171
3. Frais de fonctionnement et autres charges								
Frais d'information et de communication	329		363		343		15	-19
Autres frais de fonctionnement	505		697		546		41	-151
Total 3 - Frais de fonctionnement et autres charges	833	2,8%	1 059	3,9%	889	3,1%	56	-170
I - Total des emplois (compte de résultat)	29 523	100%	27 389	100%	29 036	100%	-487	1 647
II - Dotations aux Provisions	171		182		369			
III - Ressources restant à utiliser	2 589		2 606		2 406		-183	-200
IV - Excédent de l'exercice	141		40		168		28	128
IV - TOTAL GENERAL	32 424		30 217		31 980		-444	1 763

⁽⁵⁾ Programmes mis en œuvre au sein du réseau CARE International.

⁽⁶⁾ Fondation SERA Romania et cellule d'urgence de CARE International.

⁽¹⁾ Dons apportés par des personnes physiques. Lorsque le donateur ne précise pas l'affectation de son don, celui-ci est utilisé là où les besoins sont prioritaires.

⁽²⁾ Dons apportés par des personnes morales : entreprises, fondations et associations.

⁽³⁾ Subventions apportées par des organismes publics, français, européens ou étrangers, ou des organisations internationales.

⁽⁴⁾ Produits des placements : CARE France détient un compte sur livret, et utilise des fonds de placement, exclusivement monétaires.

ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

CARE France compte aujourd'hui 18 principaux partenaires entreprises. La collecte auprès des Entreprises et Fondations en 2015 a atteint 3,8 millions d'euros (contre 4,6 millions en 2014). Trois temps forts ont marqué cette année 2015 :

Une forte mobilisation sur l'urgence au Népal

Comme à chaque grande crise humanitaire, les partenaires de CARE se sont mobilisés suite aux séismes qui ont frappé le Népal en avril 2015. Hermès, Galeries Lafayette, Société Générale, BNP Paribas et AXA ont collecté plus de 400 000 euros pour la réponse à l'urgence et la reconstruction. Le fonds Urgence et développement de BNP Paribas, dispositif innovant de collecte auprès des salariés, a permis de collecter près de 170 000 euros.

Une rencontre autour de l'innovation

CARE a réuni 15 de ses partenaires autour de la thématique de l'innovation. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur l'intégration de la RSE dans les partenariats, la mobilisation des salariés pour collecter des fonds et l'évaluation des partenariats. Ces échanges se sont appuyés sur les expériences de CARE avec Galeries Lafayette, Lyreco et AXA.

La signature d'un nouveau partenariat

Le Groupe Galeries Lafayette est le premier partenaire de CARE à s'engager sur notre approche

« workers empowerment » dans les usines textiles. L'objectif est d'améliorer les compétences et conditions de vie des travailleurs, en particulier des femmes. CARE et le Groupe Galeries Lafayette travaillent sur les achats et relations fournisseurs et soutiennent les filières responsables de l'indigo et du jute au Bangladesh.

LA STRATÉGIE « SOCIAL BUSINESS » DE CARE

Le secteur privé a un rôle important à jouer dans la lutte contre la pauvreté. Malheureusement, la création de valeur économique prime souvent sur la valeur sociale, excluant les plus vulnérables de ce développement (producteurs, entrepreneurs, employés ou consommateurs).

C'est pourquoi, CARE développe des projets avec le secteur privé qui allient valeur ajoutée sociale, rentabilité économique et respect de l'environnement.

CARE USA a créé, il y a quelques années CARE Inc., une structure à but lucratif dont l'objectif est l'incubation et le développement de tels projets. Chez CARE France, la définition d'un plan d'action et le recrutement d'un responsable « social business » sont prévus en 2016.

SENSIBILISATION DU PUBLIC



Le street artiste dAcRuz a participé à l'opération de sensibilisation « Le climat au pied du mur » organisée par CARE en amont de la COP 21. © CARE

Plus de
160 000
personnes
suivent
chaque mois
les actualités
de CARE France
grâce à la
newsletter de
l'association.

CARE France tire sa légitimité de l'action qu'elle mène partout dans le monde ainsi que du soutien de dizaines de milliers de personnes.

Journée internationale des femmes

Le 8 mars 2015, CARE France a appelé les hommes à être acteurs de changement pour l'égalité des sexes. La campagne de sensibilisation « Donne du pouvoir aux femmes, si t'es un homme » a été portée par les acteurs Vincent Cassel et Léa Seydoux. Notre pétition, appelant à une mobilisation collective pour les droits des femmes dans le monde, a recueilli plus de 28 000 signatures. Elle a été remise à la Secrétaire d'État chargée des Droits des femmes en novembre 2015.

Mobilisation autour des enjeux climatiques

Nos équipes, présentes à la COP20 fin 2014 et à la COP21 fin 2015, ont plaidé pour un engagement plus ferme des Etats dans la lutte contre le changement climatique. Afin de sensibiliser le grand public, nous avons organisé plusieurs événements dont un parcours de street-art, un mini-site dédié aux impacts du changement climatique sur les droits humains, ainsi qu'un cours en ligne gratuit (MOOC).

Médias

Sensibiliser le public aux enjeux du changement climatique ou encore alerter les pouvoirs publics

sur les urgences humanitaires : CARE France fait entendre sa voix dans les médias. Reconnues pour leur expertise, nos équipes sont de plus en plus sollicitées par les médias pour apporter leur analyse sur ces sujets. Cette année, grâce à notre positionnement et notre réactivité lors de grands événements, CARE France a obtenu 397 retombées médiatiques.

Événements

Nos équipes ont eu l'occasion de présenter nos actions lors du Bal de Deauville en août 2015. Lors de cette soirée, 240 000 euros ont été récoltés pour soutenir les actions d'urgence de CARE.

CARE est également présente lors de grands événements publics comme le festival des Francofolies de la Rochelle.

RESTONS EN CONTACT !

Près de **53 000** personnes visitent le site www.carefrance.org chaque mois. Une nouvelle version a été lancée en novembre 2015.

Notre compte Facebook est suivi par plus de **47 000** fans et nous avons près de **1 500** followers sur Twitter.



Au Bangladesh, CARE et le groupe Galeries Lafayette favorisent le développement d'une industrie textile plus responsable par l'amélioration des conditions des travailleurs et le soutien à des filières d'approvisionnement durables © Cyril Le Tourneur d'Ison/ CARE

ILS NOUS SOUTIENNENT

CARE France remercie l'ensemble de ses soutiens :

donateurs, bénévoles, entreprises partenaires et bailleurs publics.

« Au Bénin, CARE a permis d'améliorer le quotidien de 60 000 personnes en leur fournissant un accès pérenne aux infrastructures d'eau et d'assainissement. Nous soutenons cette initiative qui contribue à réaliser les Objectifs de Développement Durable en faveur desquels la Ville de Paris est pleinement engagée. »

Patrick Klugman, adjoint à la Maire de Paris en charge des relations internationales



Bénin © CARE

« Notre partenariat évoque une grande respiration. Les équipes de CARE ont une capacité à apporter un discours vrai, sincère et adapté aux interlocuteurs de l'univers de l'entreprise. J'apprécie ce professionnalisme dans la simplicité. »

Clément Leduc, chef de projets solidaires de la Fondation d'entreprise Hermès

10
BÉNÉVOLES



Le climat au pied du mur © Stoul / CARE

« Quand CARE m'a présenté son projet artistique autour des impacts du changement climatique sur les droits humains, j'ai vu l'opportunité d'apporter ma contribution pour sensibiliser le grand public sur ces enjeux qui nous concernent tous. »

La street artiste STOUL a participé à notre opération « Le Climat au pied du mur »

16
partenaires
INSTITUTIONNELS



Philippines © Tom Platzer / CARE

« CARE sait intervenir avec des actions ciblées pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables, particulièrement les femmes et les enfants. Soutenir CARE signifie contribuer activement à la bonne cause. »

Konstantinos, donateur

« Chez CARE, j'ai l'impression d'être plus qu'une bénévole ! Je participe aussi aux réunions qui me permettent d'échanger avec l'équipe et de mieux cerner l'esprit de cette association avec laquelle je me sens en adéquation. »

Maëlle, bénévole



Inde © Tanvi Mishra / CARE

31
partenaires
PRIVÉS



Bosnie © Jelena Vodic / CARE

« Chaque semaine, dans les Balkans, des jeunes rejoignent le mouvement « Be a man ! ». Ils choisissent librement, en toute conscience, le respect des femmes et le règlement des conflits par la négociation. Un miracle tranquille dans des terres où la guerre hante encore tous les esprits. »

L'écrivaine Irène Frain, lors d'une visite du programme « Be a man » de CARE en Bosnie

93 000
DONATEURS

« En découvrant votre action auprès des petites filles qui n'ont pas accès à l'école, je me rends compte qu'il faut continuer à aider les associations qui, comme la vôtre, changent le monde. »

Saby G, fan de @CARE.France sur Facebook



Philippines © Thomas Haunschild / CARE

« Chez Lyreco, nous pensons que lorsqu'un enfant va à l'école, c'est toute une nation qui grandit. C'est pourquoi nous avons choisi de soutenir un projet d'éducation à Madagascar. Une des conditions essentielles pour la pérennité de ce projet est la forte implication des communautés. CARE met tout en œuvre pour atteindre cet objectif. »

Faustine Trémion, responsable de communication interne du groupe Lyreco



Madagascar © Lyreco / CARE

REMERCIEMENTS

Merci aux 93 000 donateurs de CARE France, ainsi qu'aux institutions publiques, associations, entreprises, fondations, collectivités territoriales qui nous ont aidés cette année.

Nos remerciements vont aussi aux donateurs de CARE Royaume-Uni, Australie et Belgique qui ont soutenu les projets de CARE France.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

- Agence française de développement
- Banque mondiale
- Bureau de représentation de Taipei en France
- Commission européenne - Europeaid
- Conseil général de Seine-Maritime
- Coopération américaine - USAID
- Coopération canadienne - DFATD
- Coopération britannique - DFID
- Fonds européen de développement - FED
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
- France Expertise International (FEI)
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés - UNHCR
- Ministère français des Affaires étrangères - Centre de Crise
- Office d'aide humanitaire de la commission européenne - ECHO / DIPECHO
- Programme Alimentaire Mondial (PAM)
- Ville de Paris

PARTENAIRES PRIVÉS

- ALAIA
- Air France
- The Annenberg Foundation
- Barchen
- Groupe AXA
- Groupe Barrière Hôtels & Casinos
- BNP Paribas - Fonds « Urgence & Développement »
- Bouygues Construction
- Bouygues Travaux publics
- Cartier Charitable Foundation
- CFAO
- Christian Dior
- Danone - Fonds Ecosystème
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Chanel
- Fondation financière de l'Echiquier
- Fondation Hermès
- Fondation Obélisque
- Fondation RAJA - Danièle MARCOVICI
- Fondation d'entreprise Société Générale pour la Solidarité
- Fonds SUEZ initiatives
- Groupe Galeries Lafayette
- L'Étincelle
- Lyreco for Education
- Ma bonne étoile
- Société générale - Corporate & Investment Banking

LES ÉQUIPES CARE SUR LE TERRAIN



Tchad. Distribution d'un soutien financier aux populations vulnérables en milieu rural.



Liban. Distribution de produits de première nécessité aux réfugiés syriens.



Vanuatu. Aide de première urgence apportée aux victimes du cyclone Pam.



Népal. Aide de première urgence apportée aux populations affectées par les séismes.



France. Sensibilisation des Etats participant à la COP 21, réunion internationale sur le changement climatique.



République démocratique du Congo. Soutien aux femmes victimes de violences sexuelles.



Guatemala. Mise en place d'un programme d'adaptation au changement climatique avec la participation des communautés.



Haïti. Soutien à des programmes de scolarisation.



Niger. Aide de première urgence pour les déplacés et réfugiés du Nigéria.



Myanmar. Aide de première urgence suite à des inondations.



Liban. Séance de sensibilisation à l'hygiène auprès des enfants libanais et réfugiés syriens.



Maroc. Mise en place de programmes de scolarisation.



Roumanie. Programme de prévention contre les abandons d'enfants.



Philippines. Aide d'urgence apportée suite au passage du typhon Hagupit.



Balkans. Distribution de produits de première nécessité aux réfugiés.



Somalie. Programme de scolarisation des filles.

photos : © CARE